

Congrès AFSP Toulouse 2007

Table ronde 5 Les résistances à l'intégration européenne

Session 2

CRESPY Amandine (CEVIPOL)
acrespy@ulb.ac.be

La cristallisation des résistances de gauche à l'intégration européenne : les logiques de mobilisation dans la campagne référendaire française de 2005

Le 29 mai 2005, 54.7% des Français se prononcèrent par référendum contre la ratification du Traité constitutionnel européen, plongeant ainsi l'Union dans une longue phase de crise constitutionnelle dont elle peine à sortir. Une multiplicité de causes a été mise en avant par les différents observateurs pour tenter d'expliquer ce brutal « non » français : la volonté des électeurs de sanctionner J. Chirac et le gouvernement de J. P. Raffarin, les peurs économiques et sociales, la campagne timide et tardive des tenants du « oui », l'instrumentalisation tactique, à gauche comme à droite, de l'échéance, etc. Deux ans après le référendum, dont l'onde de choc se fait encore sentir en France et en Europe, nous revenons sur les causes profondes de cet événement en plaçant le Parti socialiste (PS) au cœur de l'analyse. La question des facteurs qui ont déterminé certaines figures du parti (et en particulier L. Fabius) à faire campagne contre le Traité, et ceci a rebours de la direction du parti et du vote des militants, constitue l'objet central de ce travail. Il a été souvent dit et écrit que L. Fabius avait instrumentalisé le débat sur l'Europe afin d'aiguiser profil de présidentiable en vue de l'élection de 2007. Toujours formulée sur le mode de l'évidence, cette assertion n'a jamais été réellement expliquée. Si le rejet du Traité était une manœuvre tactique – ce que nous ne chercherons pas à nier – il importe justement de comprendre comment ce positionnement pouvait sembler, dans le contexte de 2005, être la voie du succès. Faut-il désormais catégoriser le PS français comme un parti eurosceptique ? En réalité, cette campagne témoigne d'un phénomène de cristallisation des résistances à l'intégration européenne au sein de la gauche française. Il s'agit, à travers le « cas Fabius », d'en mettre à jour les logiques. Après avoir justifié nos partis pris théoriques (concepts mobilisés) et empiriques (focalisation sur la dissidence au PS), nous expliquerons en quoi la campagne de 2005 témoigne d'un phénomène de cristallisation des résistances de gauche à l'intégration européenne. Ensuite, nous identifieront les facteurs institutionnels, organisationnels (mode de fonctionnement du PS) et extra-organisationnels (environnement à gauche) susceptibles d'avoir déterminé l'attitude des dissidents. Enfin, nous verront comment cette structure des opportunités politiques s'est effectivement répercutée sur les interactions entre acteurs, et tenterons de déterminer le poids relatif des facteurs. L'analyse est basée sur diverses sources, qui permettent d'amorcer une démonstration empirique : littérature secondaire sur le PS ou les autres partis et organisations de gauche, articles de journaux, sites internet (sites du « non »),

sites de médias, blogs) ainsi que quelques entretiens réalisés avec des représentants du Collectif National pour un non de gauche, d'Attac, et du PS¹.

1. Résistances à l'intégration européenne et référendum français de 2005: les termes du débat

Résistances versus euroscepticisme

Le champ de recherche sur les résistances à l'Europe est fragmenté entre plusieurs disciplines ou sous-domaines. On remarque, de manière patente, une forte dichotomie entre études sur les partis dits « eurosceptiques » (G. Evans, 1998 ; P. Taggart, 1998 ; P. Kopecky/ C. Mude, 2000 ; A. Szczerbiak/ P. Taggart, 2001 ; L. Hooghe/G. Marks/C.Wilson, 2002 ; H. Kriesi, 2005) et la sociologie des mobilisations protestataires dirigées contre l'Europe (D. Imig/ S. Tarrow, 2002 ; D. Rucht, 2002 ; R. Balme, D. Chabanet, V. Wright, 2002 ; Della Porta, 2004, 2005). Ces deux objets d'étude bien distincts renvoient en outre à des catégories normatives implicites chez les chercheurs. Classer un parti dans la catégorie eurosceptique a un effet stigmatisant vis-à-vis d'acteurs désignés comme anti-européens et, implicitement, réactionnaires. De leur côté, les acteurs protestataires de la « société civile » seraient plus naturellement classés dans une catégorie « eurocritique » et progressiste, le milieu des activistes altermondialistes pouvant par exemple être considéré comme un laboratoire de la citoyenneté européenne (Della Porta, 2006). En réalité, ces catégories implicites ne permettent pas de rendre compte de la complexité et de l'enchevêtrement des multiples formes de résistances à l'intégration européenne. La campagne référendaire française de 2005 en est une parfaite illustration avec, du côté des opposants au Traité, la mobilisation d'acteurs de gauche au statut très divers : partis, collectifs, syndicats, associations. Cela nous pousse à rejeter la notion d'euroscepticisme comme outil d'analyse. A l'origine, le terme eurosceptique est un euphémisme employé dans les cercles conservateurs britanniques pour désigner leur attitude vis-à-vis de l'Union européenne, qui s'assimile plus souvent à de l'europhobie qu'au doute philosophique (C. Lees, 2002). Et de fait, par l'utilisation qui en est faite dans les années 1990, l'euroscepticisme est associé dans le sens commun aux partis politiques conservateurs, populistes, ou d'extrême droite. S'il est parfois aussi utilisé dans le cadre d'enquêtes d'opinion, ce terme ne permet pas de prendre en compte la mobilisation d'autres acteurs collectifs et sa conceptualisation demeure problématique. La distinction entre euroscepticisme *hard* et *soft* a donné lieu à de longs débats sur les critères de classification des partis politiques (A. Szczerbiak/ P. Taggart, 2003 ; P. Kopecky/ C. Mude, 2005) sans aboutir à l'élaboration d'une typologie réellement convaincante.

Nous optons² donc pour le terme « résistance » qui, s'il ne possède pas plus de vertus taxinomiques, présente trois avantages. Premièrement, il permet de prendre en compte une multiplicité d'acteurs dans leur diversité, ce qui est nécessaire pour une étude de la campagne référendaire française de 2005. Deuxièmement, alors que les typologies comme celles de P. Taggart ont tendance à figer de manière binaire les partis politiques dans des catégories

¹ Cinq entretiens furent réalisés avec Claude Debons de la Fondation Copernic, Eric Le Gall d'Attac, Pervenche Bérès, Gilles Savary et Henri Weber, tous trois députés européens, membres du PS et proches de L. Fabius (ou l'ayant été en ce qui concerne Gilles Savary).

² Ce choix pour la notion de « résistance » est l'option prise dans le cadre de l'Action de Recherche Concertée (ARC) sur les « Résistances à l'intégration européenne » menée à l'Université libre de Bruxelles (2006-2010). Dans une perspective pluridisciplinaire (science politique, sociologie, histoire, pensée politique), les formes de résistances passées ou actuelles au processus d'intégration européenne y sont abordées : partis politiques mais aussi syndicats, employés, intellectuels, etc.

(eurosceptique/pro-européen), la notion de résistance permet mieux de rendre compte de processus dynamiques, comme par exemple, dans le cas qui nous intéresse et qui est aussi lié à la démarche de P. Taggart, la mobilisation contre l'intégration européenne d'une faction au sein d'un parti, à la faveur de certaines circonstances historiques et politiques. Enfin, les connotations du terme « résistance » pouvant fortement varier en fonction des imaginaires individuels, la notion retrouve du coup une certaine neutralité qui offre au chercheur un relatif recul axiologique. Resituée dans le temps long, l'intégration européenne peut être assimilée à un phénomène de transformation économique, politique et sociale. Ce mouvement de mutation des sociétés, et de bouleversement de leurs logiques de structuration politique (S. Bartolini, 2005) entraîne inévitablement des résistances, au sens mécanique du terme. Ces résistances sont alors condamnées à être définies dans leur contexte spécifique. Résistance de qui ? Et surtout résistance à quoi ? Car si l'intégration européenne est un mouvement, cela signifie qu'elle est, face à toute tentative d'analyse, une « cible mouvante » (M. Steenbergen/G. Marks, 2004). La construction européenne est rarement attaquée ou niée comme projet dans sa totalité. En réalité, chacun, en élevant ses objections face à l'Europe telle qu'elle s'est faite résiste à « Bruxelles », un ennemi technocratique, anti-démocratique, supranational, ou néo-libéral. La quasi inintelligibilité du système politique européen, fruit de compromis entre des désirs politiques contradictoires, entraîne pour les acteurs la nécessité d'une forte médiatisation de l'objet européen par d'autres thèmes, généralement classiques de leur propre répertoire politique. La situation économique et sociale et les maigres performances de l'Union depuis 1992 sur ce terrain - le déficit d'Europe sociale - constituèrent le thème crucial de la campagne référendaire française de 2005 (G. Ivaldi, 2006), justifiant, au sein de la gauche, une opposition au Traité qui se voulait non pas anti-européenne, mais en faveur d'une réorientation de la construction européenne.

Cadrage théorique: sociologie des partis politiques et sociologie des mouvements sociaux

Plutôt que d'explorer l'articulation de ce discours, nous proposons ici une analyse des interactions entre les divers acteurs qui l'ont porté. Puisqu'elle inclue les acteurs du « non » quelque soit leur statut (parti, syndicats, associations), l'analyse proposée fait appel à deux domaines de la science politique qui demeurent généralement cloisonnés : la sociologie des partis politiques, d'une part : nous nous appuyons sur l'ouvrage classique de A. Panebianco sur les partis politiques ; la théorie des mouvements sociaux, d'autre part, avec la mobilisation de concepts présentés par D. McAdam, S. Tarrow et C. Tilly. C'est le concept de structure des opportunités politiques, central dans la sociologie des mobilisations collectives, qui nous permettra de faire le lien entre une approche en termes de système politique et une approche en termes de mobilisations contestataires. Ce concept, à la fois très plastique et central dans la sociologie des mouvements sociaux, vise à mettre en lumière les contraintes et les opportunités caractéristiques du contexte dans lequel s'insèrent les mouvements sociaux, et qui contribuent à façonner ces derniers. Les opportunités politiques sont le plus souvent analysées à travers les caractéristiques institutionnelles et idéologiques (considérées comme structurelles) de l'environnement des acteurs. Sans identifier la mobilisation pour le « non » au référendum français de 2005 à un mouvement social, les concepts de la sociologie des mouvements sociaux sont tout aussi opérationnels dans un contexte de politique conventionnelle, comme le soulignent D. McAdam, S. Tarrow, C. Tilly (2001). Notons ici que le référendum en lui-même constitue bien entendu l'élément premier et fondamental d'opportunité politique qui détermine la mobilisation des acteurs de gauche. Ce fait acquis, notre analyse se situe au-delà de la question du mode de ratification.

Cadrage empirique : le PS au centre de l'analyse

Malgré la volonté de prendre en compte plusieurs types d'acteurs du « non », une série de raisons justifient une focalisation sur le PS. D'abord, en considérant la littérature théorique comme les diverses analyses produites dans les mois qui ont suivi le 29 mai 2005, tout indique que le déchirement du PS est un élément central de compréhension du « non » français. Dans un article de juillet 2005, où il tente de théoriser le positionnement des partis politiques sur la ratification par référendum du Traité dans dix pays européens, B. Crum met l'accent sur le rôle décisif des partis d'opposition, pris dans un dilemme stratégique entre compétition ou collusion avec le(s) parti(s) au gouvernement. Il émet l'hypothèse que les partis d'opposition choisissant le modèle de collusion non seulement s'exposent aux dissensions internes (factionnalisme), mais aussi ils parviennent moins bien à mobiliser leur électorat (B. Crum, 2005). Dans son article de 1998 sur l'euroscpticisme partisan, P. Taggart émet une hypothèse proche : les partis euroscptiques sont le plus souvent des partis marginaux ou contestataires, alors qu'au sein des partis de gouvernements, seules certaines factions sont susceptibles d'assumer un tel positionnement. Le PS français offre un cas exemplaire de tensions au sein d'un parti de gouvernement, dont la direction a opté pour la collusion avec le parti adverse au gouvernement. Sans chercher à apporter une réponse systématique à la question du lien entre factionnalisme et euroscpticisme, explorer les dissensions entre les dirigeants du PS sur le Traité constitutionnel permet d'étayer les hypothèses qui prennent en compte des unités d'analyse plus fines que les partis en tant qu'organisations monolithiques, et mettent en relation positionnement sur l'Europe et logiques internes aux partis politiques. Si l'on met en perspective le référendum de 2005 avec celui sur le Traité de Maastricht en 1992, la thèse de la poussée des extrémismes ne rend pas réellement compte de la particularité du scrutin de 2005 (P. Perrineau, 2006 : 94-96), dans la mesure où c'est indiscutablement l'hostilité nouvelle de l'électorat PS à la poursuite du processus d'intégration qui bouleverse les équilibres et fait basculer l'électorat français du côté du « non »³.

Ensuite, au-delà de l'issue du référendum, l'articulation entre la gauche et l'Europe apparaît tout aussi cruciale pour le PS lui-même et son avenir en tant que parti de gouvernement. Les enjeux que portaient ce référendum apparaissent clairement lorsqu'on le replace dans son contexte, c'est-à-dire à mi-chemin d'un cycle politique qui s'ouvre le 21 avril 2002 avec l'élimination de L. Jospin par J. M. Le Pen lors du premier tour de l'élection présidentielle, et qui est – partiellement seulement - clos cinq ans plus tard avec la désignation de S. Royale comme candidate du PS à l'élection présidentielle de 2007 et sa défaite à cette même élection. Cette interprétation n'est pas une lecture rétrospective, dans la mesure où les acteurs eux-mêmes ont fait preuve dans la campagne d'une conscience aigüe des enjeux du référendum. En revanche, la possibilité de poser un regard rétrospectif sur la campagne permet de renforcer certaines pistes explicatives. Il y a une cristallisation des résistances à l'Europe au sein de la gauche française, et en particulier au sein du principal parti de gouvernement, où des figures – pour certaines minoritaires – non marginales dans le jeu politique ont porté, contre la volonté de l'état-major et des militants de leur parti, un discours de refus de l'Europe qui semblait être jusqu'alors l'apanage des partis protestataires.

³ En 1992, 92% des électeurs du Front national rejetèrent le traité européen ; cela reste stable avec 93% de « non » en 2005, auxquels viennent s'ajouter 75% de l'électorat du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers créé en 1994, qui représentent cependant en valeurs absolues un nombre relativement peu élevé de voix. A gauche, la part du « non » chez les électeurs de l'extrême gauche et du Parti communiste (PC) était déjà très forte en 1992 – respectivement 70,2 et 81% ; elle se renforce à 94 et 98%. Mais c'est surtout la spectaculaire augmentation de 22 à 56% du « non » chez les électeurs du PS et de 42,9 à 60% chez les électeurs des Verts qui change la donne par rapport au référendum sur le Traité de Maastricht. Les sondages sortis des urnes (SSU) - Comparatif 29 mai 2005 / 20 septembre 1992 <http://www.ipsos.fr/CanalIpsos/poll/8074.asp>

2. Les dimensions de la cristallisation des résistances à l'Europe au sein du PS

Dissensions internes et résistances à l'Europe : latence et réminiscences

La pertinence du constat de cristallisation des résistances à l'intégration européenne au sein du PS peut être discutée à la lumière de circonstances politiques contingentes. Cependant, la notion de cristallisation permet de mettre en avant deux dimensions fécondes pour comprendre le « non » socialiste dans la campagne référendaire de 2005. Il s'agit d'abord de replacer le référendum dans le temps long de la construction européenne et de relativiser la brutalité de la controverse sur le traité constitutionnel au sein du PS. Dans les années 1990, les commentateurs ont eu tendance à faire des socialistes et des sociaux-démocrates la famille politique la plus favorable à la construction européenne. C'est particulièrement le cas en France, où la structure du vote au référendum sur le Traité de Maastricht révèle un « tropisme à gauche » du soutien à l'intégration européenne (P. Perrineau, 1996 : 52-53). En fait, le débat sur Maastricht fut essentiellement articulé autour du thème de la perte de souveraineté nationale. Les principaux « résistants » furent donc ceux dont le discours entraînait le plus en résonance avec la notion d'euroscépticisme, c'est-à-dire essentiellement un refus du principe supranational : les gaullistes (P. Séguin et C. Pasqua), les nationalistes d'extrême droite (P. De Villiers et J. M. le Pen), les nationalistes de gauche (les communistes et les nationaux-républicains derrière J. P. Chevènement). Dans les années 1992-1994 surviennent des scissions et la création de petits partis euroscéptiques autour de P. De Villiers (Mouvement pour la France), C. Pasqua (mouvement Demain la France) et J. P. Chevènement (Mouvement des Citoyens). En 2005, la structure des débats sur le Traité constitutionnel s'inscrit largement en porte-à-faux vis-à-vis de cette configuration et la thèse d'une conversion complète du PS en parti de gouvernement pro-européen s'en trouve en partie réfutée. En réalité, un discours très critique vis-à-vis de l'intégration européenne fait partie intégrante la tradition socialiste française. Il constitue à certaines périodes une dimension latente des débats internes, périodes caractérisées par un leadership fort et/ou l'exercice du pouvoir). Et il est d'autant plus susceptible d'être (re)mobilisé par les acteurs contemporains qu'il est légitimé par l'identité doctrinale et historique du parti. Or, ce qui marque l'évolution du PS au milieu des années 1990, c'est la fin des « années Mitterrand » et le bouleversement de l'équilibre précaire et ambigu qu'il avait su maintenir au sein du parti en faveur de la poursuite d'un processus d'intégration désormais clairement identifié comme une entreprise de modernisation libérale.

La réminiscence des résistances à l'Europe est étroitement liée aux dynamiques internes au parti et à la capacité de certains courants à faire entendre leurs objections face à l'évolution de l'intégration européenne. Dès les années 1952-54, le débat sur le projet de Communauté Européenne de Défense (CED) provoque de profondes lignes de fracture au sein de la SFIO sur les modalités de la construction européenne. D'une part, certains membres de l'aile droite du parti (R. Lacoste, J. Moch) s'opposent farouchement au réarmement de l'Allemagne prévu par le traité CED, et préfèrent son intégration dans le cadre de l'OTAN. D'autre part, l'aile « mondialiste » (aile gauche) menée par le radical M. Pivert (incluant aussi D. Mayer ou E. Depreux) dénonce le caractère « atlantiste » du projet : motivé par des positions anti-soviétiques en Europe occidentale et aux Etats-Unis, ce projet constitue pour eux un obstacle à la réunification allemande ainsi qu'à la réalisation d'objectifs socialistes sur le plan économique. Ainsi s'organise une véritable fronde contre la direction pro-CED de G. Mollet, qui contribuera à l'échec de la ratification française du Traité et se soldera par des exclusions de certains rebelles par la direction du parti (Delwit, 1995 : 68-70). Une fois l'intégration de

l'Allemagne dans une communauté économique ouest-européenne acquise et les rapports de force stabilisés dans le contexte de Guerre froide, c'est essentiellement au sein de l'aile gauche du socialisme français que la contestation sur la question européenne va perdurer, plus ou moins audible. Si, dans les années 1960, la direction de la SFIO soutient la CEE - créant un « effet d'opposition » (Delwit, 1995 : 365) face à la politique européenne de Général de Gaulle - la ligne européenne du parti sera très ambivalente durant les « années Mitterrand ». La stratégie d'union de la gauche poursuivie par F. Mitterrand l'oblige à ménager à la fois le partenaire communiste et la tendance CERES (menée par J. P. Chevènement), qui se veut le « trait d'union » entre communistes et socialistes (A. Bergounioux, 1996 : 247). Tous deux portent un discours à la fois révolutionnaire et nationaliste (le socialisme dans un seul pays), extrêmement critique vis-à-vis des orientations anti-communistes et économiquement libérales de la CEE. En fait, le PS de F. Mitterrand oscille constamment entre rhétorique européiste (soutenant par exemple une intégration plus ou moins fédéraliste sur le plan institutionnel) et discours de rupture avec le capitalisme libéral, sans que les contraintes de l'intégration économique européenne ne soient articulées avec un programme économique socialiste sur le plan intérieur (Delwit, 1995 : 91). L'ambivalence est d'autant plus facile que le parti est dans l'opposition. Le congrès extraordinaire de Bagnolet en mai 1973 sur les questions européennes témoigne de tensions entre courants (critiques du CERES) et des ambiguïtés doctrinales, avec une motion de synthèse mêlant dures critiques de la CEE et de ses institutions (favorables au capitalisme impérialiste américain) et propositions en faveur d'une plus grande régulation économique et monétaire au niveau européen (Delwit, 1995 : 91). Une fois Président de la République, F. Mitterrand prendra des options clairement pro-européennes, sans toutefois en tirer clairement les conséquences sur le plan doctrinal (A. Bergounioux/G. Grunberg, 2005 : 377-378). Face à l'échec de la relance keynésienne, il fait le choix de maintenir la France dans le système monétaire européen, opérant un tournant radical de la politique économique française (le « tournant de la rigueur » de 1983) et qui entérine l'acceptation des contraintes libérales et monétaristes liées à l'intégration européenne. Puis il œuvre au succès des négociations sur l'Acte Unique Européen et le Traité de Maastricht, faisant de la construction européenne le nouvel horizon politique de la France. Cette ligne n'est pas réellement débattue au sein du parti et de nombreuses objections idéologiques sont plus refoulées que véritablement écartées. La loyauté envers le Président Mitterrand et le rôle du parti au service du pouvoir fait taire les critiques envers l'Europe et envers la politique gouvernementale en général (A. Bergounioux/ G. Grunberg, 2005 : 333-351). Cette évolution pro-européenne s'accompagne d'une marginalisation progressive de J. P. Chevènement et de son courant, jusqu'à la rupture sur Maastricht et la création du MDC.

La vie du parti sous le leadership de L. Jospin témoigne de la même incapacité à résoudre la contradiction latente entre l'identité doctrinale du parti et sa ligne officielle pro-européenne. Comme il l'a fait avec la présidentialisation du parti, L. Jospin « a (...) repris le legs mitterrandien en matière européenne aussi » (A. Bergounioux, G. Grunberg, 2005 : 482). En 1996, lors d'une convention destinée à la redéfinition d'une ligne européenne, les divisions apparurent profondes entre ceux qui, comme H. Emmanuelli, voulurent remettre en cause le Traité de Maastricht et refuser la monnaie commune, et ceux qui, comme L. Jospin, ne pouvaient se résoudre au choix de l'isolement et de l'anti-européisme. Les débats ne parvinrent à aucune synthèse réelle, seulement à un compromis de façade et quelques propositions pour infléchir, à la marge, le cours de l'intégration européenne. La signature du Traité d'Amsterdam et l'acceptation des contraintes libérales du pacte de stabilité fut le symbole éclatant de l'impuissance d'un compromis inopérant, d'une « troisième voie française » introuvable (A. Bergounioux, G. Grunberg, 2005 : 431). Depuis le traumatisme de la défaite de L. Jospin par son éviction au premier tour de l'élection présidentielle de 2002

face à J. M. Le Pen, l'aile gauche hostile à l'intégration européenne, incarnée par H. Emmanuelli et J.L. Mélenchon (courant Nouveau Monde), a été renforcée avec la constitution du courant NPS derrière notamment V. Peillon, A. Montebourg et J. Dray. Pour ces composantes de la minorité du parti, la crise électorale du PS est due à la droitisation sociale-libérale du parti, dont l'acceptation (mitterrandienne puis jospinienne) des contraintes libérales européennes fut un vecteur essentiel. Ainsi, l'opposition à l'orientation de l'intégration européenne constitue plus la position constante d'une forte minorité qu'un fait d'exception dans la trajectoire des socialistes français depuis 1945. A ce titre, le déchirement du PS sur le Traité constitutionnel peut être lu comme un épisode venant cristalliser cette posture contestataire vis-à-vis de l'Europe. A travers leur persistance latente et leur résurgence ponctuelle, les résistances à l'intégration européenne se cristallisent à travers le temps, et deviennent une composante identitaire de la gauche de gouvernement française qui renforce sa singularité (voire sa marginalité ?) dans le paysage européen. Comme par le passé, la latence ou la réminiscence des résistances à l'intégration européenne sont fortement déterminées par les rapports de force internes entre courants et par l'existence d'un leadership capable d'imposer une ligne pro-européenne et de l'articuler à la tradition idéologique du parti. C'est pourquoi le fait factionnel qui caractérise l'organisation interne du PS constitue un des éléments centraux de notre analyse.

Une « contagion par la gauche »

La cristallisation des résistances de gauche s'exprime en second lieu par un phénomène de politisation de l'intégration européenne, c'est-à-dire une articulation croissante d'une opposition à l'Europe dans l'espace politique et partisan. Comme l'a montré P. Mair, le système institutionnel communautaire ne permettant pas l'expression d'une opposition politique, les manifestations de résistances s'expriment de manière confuse dans des arènes non pertinentes aux vues des possibilités d'action des acteurs. Ainsi, les débats sur la nature et l'ampleur (institutionnelle et territoriale) de l'intégration devraient être débattues dans les arènes nationales, tandis que les oppositions sur l'orientation politique de l'Union ont vocation à s'exprimer au niveau communautaire. En réalité, ces différentes formes de contestation s'expriment le plus souvent dans l'arène nationale (P. Mair, 2007). V. Schmidt formule une thèse similaire lorsqu'elle parle de « *policy without politics* » au niveau européen (V. Schmidt, 2005). En réalité, le débat politique s'est intensifié ces dernières années, au profit d'une contestation par les seuls acteurs nationaux. Depuis la relance européenne des années 1980, l'Europe avait été traitée comme un objet politique spécifique, transcendant le clivage politique gauche/droite. Cet argument était au centre de la campagne des socialistes français derrière le Président F. Mitterrand pour la ratification du Traité de Maastricht. Mais l'intégration ayant des effets de plus en plus visibles sur les économies et les sociétés nationales, notamment du fait de l'Union économique et monétaire, cette approche a fait long feu et les années 1990 ont connu une (re)politisation des enjeux européens et le réveil du « *sleeping giant* » (E. Van der Cees, M. Franklin, 2004), c'est-à-dire un mécontentement des opinions envers l'union de plus en plus mobilisé par les acteurs politiques nationaux. A gauche, la critique de l'Europe est fortement médiatisée par la thématique économique et désormais articulée avec des thèmes classiques de gauche comme le démantèlement de l'Etat-providence, le déficit d'"Europe sociale" ou les effets négatifs de la globalisation.

Le schéma explicatif classique articulant euroscepticisme et systèmes de partis consiste à identifier un contraste entre partis pro-européens du centre et l'euroscepticisme instrumental

des partis extrémistes ou populistes⁴ (P. Taggart, 1998 ; P. Taggart/A. Szczerbiak, 2001 ; L. Hooghe/ G. Marks/ C. Wilson, 2000 ; P. Perrineau, 2006 ; G. Ivaldi, 2006 ; B. Crum, 2007) G. Ivaldi, dans son article sur les causes du « non » français, reprend en partie à sons compte la thèse du vote eurosceptique extrémiste en soulignant l'importance du clivage anti-système qui s'est reflété dans le clivage pro/anti-Traité (G. Ivaldi, 2006 : 53). Mais il indique en même temps que Jean-Marie Le Pen comme A. Laguiller ont opté pour une campagne très discrète, tandis que C. Pasqua et J. P. Chevènement étaient particulièrement affaiblis en 2005 (G. Ivaldi, 2006 : 56). Quant à P. De Villiers, s'il attire l'attention des médias lors des échéances européennes, il ne draine pas un nombre important d'électeurs. Ce qui constitue la spécificité du référendum français, ce n'est donc pas particulièrement l'euroscepticisme des partis protestataires, à l'œuvre dans tous les systèmes de partis européens, mais c'est la « contagion par la gauche » qu'a connue le PS (pour reprendre l'expression de M. Duverger dans un contexte de sens différent) : il a été atteint d'une sorte de fièvre de radicalité anti-européenne et les socialistes du « non » ont largement repris à leur compte le discours de rupture « altereuropéiste » de la gauche radicale et altermondialiste, en prônant une réorientation fondamentale de la construction européenne. Toutefois, la critique de l'Europe n'a plus été cantonnée à l'aile gauche du PS et a ainsi gagné en centralité. Le positionnement de L. Fabius, qui, aux yeux de l'opinion, a plus une image d'*aparatchik* technocrate que de leader populiste anti-système, accentue cette contagion qui s'étend désormais au cœur du PS, c'est-à-dire au cercle restreint des présidentiables. Si l'on considère la cristallisation des résistances de gauche dans le temps, on ne peut ne qu'être frappé par la persistance des termes du débat, entre « rupture avec le libéralisme »⁵, comme on invoquait jadis la rupture avec le capitalisme, et le thème de « "l'Europe sociale" comme un quasi substitut à la "société socialiste" » (P. Perrineau, 2005 : 233).

Cette « contagion par la gauche » contribue par deux effets à la cristallisation des résistances à l'intégration européenne, à la fois au sein de la gauche et de l'opinion publique française en général. Un effet quantitatif d'abord, avec une plus large diffusion du discours critique à l'égard de l'Europe, puisque de manière générale, les poids lourds des partis de gouvernement sont beaucoup plus relayés par la presse nationale et la télévision que ne le sont des acteurs plus marginaux. La campagne référendaire a d'ailleurs été marquée par une controverse sur la partialité des grands médias nationaux en faveur du oui, les partisans du non dénonçant un véritable « verrouillage médiatique »⁶. Le deuxième effet est qualitatif : à partir du moment où elles sont reprises par un leader considéré comme présidentiable, ces critiques sortent du registre discursif catégorisé comme extrémiste et s'en trouvent légitimées, « dé-marginalisées », le tabou est brisé, l'objet politique européen est normalisé. Cet effet connaît cependant des limites : dans le cas de Laurent Fabius, le caractère rapide et incongru de son repositionnement en leader d'une gauche eurocritique a beaucoup nui à la crédibilité de son discours. Nous allons à présent tenter de déceler les logiques qui ont pu motiver cette échappée dissidente, en particulier celle de L. Fabius. On a beaucoup évoqué les motivations purement opportunistes de ce dernier. Il importe donc d'analyser ce qui constituait la structure des opportunités, et de comprendre pourquoi un positionnement contre le Traité semblait être un bon calcul politique.

⁴ Cette analyse a été modélisée par L. Hooghe et G. Marks sous la forme d'une courbe en U inversée

⁵ Cette « rupture avec le libéralisme » constitue le principal horizon politique des défenseurs du « non de gauche » toutes tendances confondues. Entretien avec C. Debons, mars 2007, Paris.

⁶ Compte-rendu de la réunion du Colectif national pour un "non" de gauche du 16.04.2005.

3. *Les institutions de la Vème République et le PS : un factionnalisme présidentialisé*⁷

Le gène du factionnalisme

Si le positionnement tactique de L. Fabius a choqué nombre de socialistes français ainsi qu'une partie de l'opinion, c'est qu'il a porté au grand jour les logiques d'appareil à l'œuvre au sein du PS : un affrontement quasi permanent des courants (ou factions) pour l'accès à la candidature à l'élection présidentielle. Cela s'explique essentiellement par une conjonction historique entre les institutions de la Vème République et l'organisation interne du parti, qui repose historiquement sur les factions - appelées tendances au temps de la SFIO et « courants » depuis la fondation du PS. Dans son ouvrage classique de 1988 sur les partis politiques, A. Panebianco réfute à la fois la conception sociologique (les partis comme produits de la demande de groupes sociaux) et les conceptions téléologiques (les partis comme instruments pour atteindre des fins idéologiques) des partis politiques, qu'il analyse sous l'angle d'une théorie des organisations en partie inspirée des théories de la bureaucratie de M. Weber ou de l'oligarchie de R. Michels (A. Panebianco, 1988 : 3-5). Pour A. Panebianco, les partis politiques connaissent deux processus conjoints : une institutionnalisation (dont le degré détermine la robustesse et la stabilité de l'organisation) et une articulation par les élites du parti des « finalités officielles » - liées aux objectifs idéologiques du parti - à « l'objectif premier », c'est-à-dire la survie et la stabilité de l'organisation (A. Panebianco, 1988 : 16). Pour lui, le degré d'institutionnalisation d'un parti est avant tout lié à la cohérence de son organisation interne et de ses élites, elle-même déterminée par le mode originel de développement du parti. L'existence de tendances ou de factions organisées est le principal indicateur du degré de cohérence interne. Dans une démarche d'histoire comparée, il a donc recours à un modèle génétique pour élucider le principe dominant d'organisation des partis politiques. De ce point de vue, il définit la SFIO comme une institution faible, c'est-à-dire organisée sur le mode factionnel et souffrant d'un déficit de cohérence interne (A. Panebianco, 1988 : 65).

En effet, la SFIO, fondée en 1905, est le produit de la fusion de plusieurs groupes idéologiquement distincts. Alors que le socialisme français est à l'origine fragmenté en cinq tendances, deux factions principales s'affrontent au sein de la SFIO : les réformistes autour de J. Jaurès et les révolutionnaires autour de J. Guesde. Cela entraîne une faiblesse institutionnelle décisive, car les rivalités factionnelles au sein d'une élite divisée constituent un frein important à la centralisation et la bureaucratisation, seuls processus de renforcement institutionnels permettant à un parti de contrôler son environnement et de créer une sous-culture socialement intégratrice (A. Panebianco, 1988 : 62-65). Tout au long de son histoire, les affrontements entre factions vont perdurer au sein de la SFIO. Fondés sur des différents idéologiques ou stratégiques, ces tensions ont tendance à générer des rivalités entre leaders (B. D. Graham, 1993 : 77) que ce soit sur la question du vote des crédits de guerre en 1914 (J. Guesde contre J. Jaurès), du soutien au gouvernement Daladier en 1933 (L. Blum et E. Faure contre A. Marquet et M. Déat), de la résistance au fascisme ou du pacifisme (L. Blum contre E. Faure), de la CED (J. Moch et E. Depreux contre G. Mollet), ou encore de la guerre d'Algérie (G. Mollet contre E. Depreux). L'existence de factions organisées derrière des leaders entraîne ainsi un manque de cohérence de la coalition dominante, c'est-à-dire de l'alliance entre les personnes qui contrôlent le parti, et menace la stabilité du parti et de son

⁷ Nous reprenons cette expression de BELL, S. David/ CRIDDLE, Byron, "The French socialist Party: presidentialised factionalism", in *Conflict and cohesion in Western European Social Democratic Parties*, Pinter Publishers, 1994, 112-132.

leadership (A. Panebianco, 1988 : 37-38). Lorsque le Parti socialiste succède à la SFIO dans les années 1969-1971, c'est à nouveau par l'agrégation de groupes hétérogènes : la SFIO (G. Mollet, P. Mauroy, G. Defferre, J.P. Chevènement), l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche d'A. Savary, l'Union des groupes et clubs socialistes de J. Poperen, et la Convention des institutions républicaines derrière F. Mitterrand. Lors du Congrès d'Épinay en 1971, de dernier fit alliance à la fois avec l'aile droite (P. Mauroy, G. Defferre) et l'aile gauche (CERES de J. P. Chevènement) contre le leadership de G. Mollet et A. Savary et pris le contrôle du parti. La structuration du parti par les factions, appelés « courants », fut en outre formalisée par l'instauration du vote des adhérents à la représentation proportionnelle sur les motions présentées par les différents courants lors des congrès nationaux, permettant ainsi de mesurer leur force respective.

La présidentialisation du PS

De nombreux travaux académiques ont montré de manière relativement unanime comment l'instauration de la Vème République - régime dans lequel le président de la République élu au suffrage universel direct tient les rênes du pouvoir - a tout à la fois pérennisé et transformé le principe d'organisation factionnel du PS en un système concurrentiel de production de leadership. Tout au long des années 1970, l'activité factionnelle du PS tourne autour du maintien du leadership de F. Mitterrand, qui avait tiré les conséquences stratégiques de l'effet centripète des institutions de la Vème République. Après avoir intégré le CERES dans sa majorité fondatrice au Congrès d'Épinay, il l'en exclut en 1975 en l'accusant de « gauchisme ». Selon A. Cole, le CERES était alors considéré par F. Mitterrand comme une entrave à son ascension vers la présidence, qui nécessitait un renversement des rapports de force avec le PC et la domination du PS. En 1979 cependant, lorsque F. Mitterrand est affaibli par des revers électoraux et voit M. Rocard se profiler comme un concurrent pour la candidature à l'élection présidentielle, il n'hésita pas à réintégrer J. P. Chevènement dans sa coalition dominante contre l'aile droite du parti (M. Rocard et P. Mauroy) lors du Congrès de Metz (A. Cole, 1989 : 83-87). En fait, dès les débuts de la Vème République, par son interprétation personnelle d'une constitution « taillée sur-mesure » et sa posture charismatique de « Président-capitaine »⁸, le Général de Gaulle, en leader incontesté du parti gaulliste, avait créé un effet de *path dependency*, et posé les règles du jeu auxquelles tous les partis, pour peu qu'ils prétendent accéder au pouvoir, durent se conformer. Ainsi, « *for the Gaullists and then all political parties, the party had two purposes: (i) creating parliamentary majorities from which emerge government and prime ministerial leadership; and (ii) promoting presidential candidates* » (J. Gaffney, 2003 : 692). F. Mitterrand fut sans aucun doute l'artisan de la présidentialisation du PS en le transformant en parti *catch-all* avec un fort leadership ; et lorsque son autorité personnelle déclina – en particulier sous son deuxième mandat - personnalisation des rivalités pour la succession s'accrochèrent (D. S. Bell/ B. Criddle, 1994). L'aspect idéologique et fécond de l'activité factionnelle, qui avait permis au PS de croître en mobilisant différents secteurs de la société dans les années 1970 (S. Sferza, 2002 : 171-177), s'affaiblit pour laisser la place à une véritable « guerre des chefs ». Si les rivalités ont été relativement contenues sous le premier mandat de F. Mitterrand, la bataille pour la succession s'exacerbe sous le second septennat, en particulier entre les clans de L. Jospin et L. Fabius.

⁸ Dans la doctrine constitutionnaliste, la figure du président-capitaine - qui s'oppose classiquement à celle du président-arbitre – caractérise la pratique institutionnelle spécifique liée à la fonction présidentielle sous le régime de la Vème République. (Cf par exemple Marie-Anne Cohendet, *Droit constitutionnel*, Montchrestien, 2006 (3^{ème} édition). En 1978, F. Mitterrand avait déclaré : « On ne peut être à la fois arbitre sur le terrain et capitaine d'une équipe », *L'année politique*, 1978, p. 15.

Cette évolution culmine au Congrès de Rennes en 1990, où les partisans de L. Fabius d'une part, et de L. Jospin, L. Mermaz et P. Mauroy d'autre part s'affrontent sans parvenir à une motion de synthèse, alors même que les différences idéologiques entre les différentes motions sont faibles et que tous se réclament de F. Mitterrand (B. Graham, 1993 : 176 ; S. Sferza, 2002 : 178). Ainsi, les institutions de la Vème République ont créé une structure d'opportunité (J. Gaffney, 2003), à laquelle F. Mitterrand a conformé son parti afin d'accéder au pouvoir. Cette conception du rôle du parti n'a non pas été remise en cause, mais au contraire renforcée par L. Jospin. Il a imposé une majorité consensuelle au service du pouvoir et surtout, il a encouragé une réforme constitutionnelle pour l'inversion du calendrier électoral, plaçant l'élection présidentielle avant les élections législatives, ce qui a accentué le caractère présidentieliste du régime.

Dans la perspective développée par A. Panebianco, l'organisation interne du PS reflète aujourd'hui parfaitement l'objectif premier du parti sous le régime de la Vème République, puisque les courants constituent un système organisé de sélection des candidats à l'élection présidentielle. Les courants sont des réseaux politiques permettant aux leaders de s'assurer le soutien des responsables locaux par le contrôle des „*selective incentives*“ (Panebianco, 1988: 10). Cette notion désigne des rétributions individuelles, soit matérielles, soit liées au pouvoir et au statut d'un individu au sein du parti, distribuées par un leader à ses partisans appartenant à l'élite intermédiaire du parti. Elles s'opposent aux « *collective incentives* » qui échoient de manière égale à tous les militants et qui ont trait à l'identité du parti et à la solidarité entre ses membres, ainsi qu'à la réalisation des finalités officielles de l'organisation (idéologie). En échange des *selective incentives*, les chefs locaux ont pour mission de peser en faveur du chef de courant, principalement en vue de sa sélection comme candidat du parti à l'élection présidentielle. Les secrétaires de section représentent un échelon essentiel au sein des courants. Ils sont chargés de recruter les adhérents et de les convaincre pour atteindre, au sein de sa section, une majorité en faveur de la motion (présentée par le leader national) qu'il soutient. De cela dépend non seulement la possibilité pour les responsables locaux de conserver ou d'améliorer leur statut au sein du parti, elle-même liée à la force relative de leur courant, puisque le nombre de délégués au conseil fédéral et national est proportionnel au nombre de voix obtenues par chaque motion lors du congrès national⁹. Ce « véritable contrat passé entre les responsables locaux, fédéraux et nationaux » assure ainsi une structuration « pyramidale » du parti basé sur des réseaux politiques garantissant une discipline de vote efficace sur les motions (V. Desmeuliers, 2005 : 293). L'expression des rapports de force au sein du parti à travers les courants est souvent combinée, voire en partie neutralisée, par une identité territoriale forte, comme dans les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais (S. Sferza, 2002 : 183-186 ; F. Sawicki, 1997). Par ailleurs, dans les années 1980, une jeune génération de responsables du PS, dont F. Hollande, S. Royal et Jean-Pierre Jouyet, cherchent à infléchir la culture politique interne du parti au sein du groupe *transcourants*. Mais cette démarche ne rencontre pas un grand succès. Un temps éloigné du pouvoir, L. Jospin revient sur le devant de la scène et son accession à la fonction de Premier ministre marque une accalmie des rivalités factionnelles et une période d'union : lors du congrès de Brest la même année, la motion majoritaire rassemble F. Hollande (rallié à L. Jospin), L. Fabius, M. Rocard, D. Strauss-Kahn et réunit plus de 84% des voix des militants. La tendance est confirmée par la nomination en 1994 de F. Hollande, hostile à la logique de courants, au poste de Secrétaire national du parti. Mais depuis la défaite historique de L. Jospin le 21 avril

⁹ articles 4.5 et 6.6 des statuts de PS <http://fonctionnement.parti-socialiste.fr/category/les-statuts/>

2002, la bataille entre personnalités pour le leadership fait rage et le débat sur le rôle des courants est au cœur des débats actuels sur la rénovation du parti¹⁰.

L. Fabius : le chef d'un courant solide

Deux ans avant l'élection présidentielle de 2007, le choix de la dissidence fait par L. Fabius sur la question du Traité constitutionnel européen est en grande partie déterminé par la logique de factionnalisme personnalisé qui caractérise le PS. Depuis qu'il a été le jeune Premier ministre brillant de F. Mitterrand, L. Fabius nourrit des ambitions présidentielles¹¹. En 2002, la stupéfiante défaite de L. Jospin provoque un véritable séisme au sein du parti et lui ouvre un « boulevard politique »¹². Car si le « 21 avril » avait conduit à une remise en cause de la ligne de L. Jospin et favorisé un discours radical critique de l'Union européenne, une fois de plus, le débat sur l'Europe avait été élué lors du congrès de Dijon, une forte majorité reconstituée, et L. Jospin disqualifié, L. Fabius semblait être le présidentiable le plus en vue (A. Bergounioux/G. Grunberg, 2005 : 476-477). Cependant, le changement des règles internes de choix du candidat à l'élection présidentielle ne le favorisait pas. En 1995, un système de primaires a été introduit pour la désignation du candidat du parti à l'élection présidentielle, désormais choisi par les militants. Cette année-là, L. Jospin l'emporte par 60% contre son rival H. Emmanuelli (alors soutenu par L. Fabius). Cette procédure renforce la présidentialisation du parti en favorisant le candidat qui a le plus de chances de gagner l'élection, c'est-à-dire la personnalité la plus populaire, les sondages d'opinion revêtant à cet égard une importance particulière. Les primaires ont en fait créé une véritable « dialectique entre les dirigeants, les militants et les électeurs » (G. Grunberg, 1995 : 79, cité par B. Dolez, A. Laurent : 2007 : 134) et eu pour conséquence non pas la suppression, mais la transformation du rôle des personnalités et des courants, puisque les « candidats à la candidature » sont désormais contraints par un triple impératif : « convaincre les cadres » du parti, « s'adresser directement aux électeurs », et « débattre devant les français » (B. Dolez, A. Laurent : 2007). Le candidat doit donc être capable de s'assurer le soutien d'un réseau important de responsables au sein du parti, mais aussi de séduire les militants et enfin de rassembler, au-delà du parti, toute la gauche, et une majorité de Français. Parmi ces atouts nécessaires, c'est la popularité - à la fois auprès des militants socialistes et des français - qui fait le plus défaut à L. Fabius¹³. En homme d'appareil, L. Fabius entretient depuis de longues années son réseau. Mais au-delà de son cercle de fidèles, il souffre d'un cruel déficit de popularité et de leadership. En 2004, ce qu'on appelle familièrement la « Fabiusie » est en ordre de bataille pour le présidentielles. Mais à l'été 2004, alors que L. Fabius pensait son statut de candidat du parti acquis par un contrat tacite, F. Hollande se profile en concurrent¹⁴.

¹⁰ Le 24 juin dernier, au lendemain de la réunion du Conseil national, S. Royal, qui espère prendre le contrôle du PS, a déclaré à propos du PS : "Personne n'en est propriétaire, et certainement pas ceux qui sont à la tête des courants, qui ont été si destructeurs. La structuration par courant ou par conflit de personnes souvent a empêché les débats et la clarification des choix politique".

¹¹ Entretien avec Gilles Savary, juin 2007, Bruxelles. Actuellement député européen, G. Savary a longtemps été très proche de L. Fabius, avec qui il a rompu politiquement lorsque ce dernier s'est positionné contre la ratification du Traité constitutionnel européen. G. Savary fut l'un des porte-paroles de S. Royal pendant la campagne présidentielle.

¹² Entretien avec G. Savary.

¹³ Entretien avec G. Savary : « Il s'apercevait qu'il avait le champ libre pour la présidentielle parce que Jospin avait disparu, mais qu'il n'arrivait pas bien à affirmer son leadership ; il avait tenté en 2004, vers la fin juin, un livre un peu people, qui devait s'appeler « sans cravate » et qui s'est appelé « une ballade en France », qui avait fait un flop terrible, les gens ne s'y attendaient pas. Donc il avait un problème de positionnement, de malaise personnel quant à sa capacité d'entraînement : à la fois surdoué, une personnalité indéniablement d'homme d'Etat, mais une très grande difficulté à entraîner derrière lui, à affirmer un leadership ».

¹⁴ « Derrière la bataille sur l'Europe, le duel Fabius-Hollande », *Le Monde*, 31.08.2004.

Alors que l'Europe est déjà une pomme de discorde au sein du parti, c'est lors de l'Université d'été du PS à La Rochelle à la fin août 2004 que les rivalités transparaissent à travers les débats sur le Traité¹⁵. L. Fabius confirme son engagement du côté du « non », position qu'il a esquissée dès la signature du Traité par les chefs d'Etat et de gouvernement en juin 2004¹⁶. F. Hollande annonce que la ligne officielle du parti sera tranchée par une consultation interne des militants. Malgré une forte majorité de 58,62% pour le « oui » lors du vote des militants le 1^{er} décembre 2004, L. Fabius et les autres socialistes du « non » (à l'exception notable des représentants de NPS) décident de mener campagne contre le Traité. C'est avant tout cette transgression qui exacerbe les dissensions socialistes au plus haut point sous les yeux de l'opinion et contribue à leur cristallisation, une fois encore, sur l'enjeu européen.

La décision de L. Fabius s'apprécie également à la vue d'un recouplement évident entre les rapports de force au sein du parti lors du Congrès de Dijon de 2003 et les désaccords sur le Traité constitutionnel. La motion déposée par Nouveau Monde (H. Emmanuelli et J. L. Mélenchon) y avait récolté 16,33% des voix, celle de NPS (B. Hamon, V. Peillon, A. Montebourg) 16,88% et celle de Forces militantes (M. Dolez) 4,38%. Or ces trois courants - qui constituent la gauche du parti - se sont clairement prononcés contre le Traité¹⁷. En se désolidarisant de la majorité en place pour se rapprocher de la gauche du parti, L. Fabius s'offrait clairement une chance de la déstabiliser. F. Hollande, c'est-à-dire, de renverser la coalition dominante ressoudée après le choc de 2002 et d'inverser les rapports de force au sein du parti. L'onde de choc au sommet provoquée par le positionnement de L. Fabius a rapidement ébranlé le niveau fédéral, par un effet d'alignement sur les chefs de courant « ouistes » et « nonistes »¹⁸. L'analyse du positionnement de L. Fabius en termes de manœuvre tactique et instrumentale doit cependant être nuancée par le malaise européen rampant qui avait gagné le PS depuis le milieu des années 1990. L. Fabius lui-même n'était pas exempt de « doutes sur le fonctionnement de la Commission et le « virage ultra-libéral de l'Union »¹⁹. Mais surtout, en 1994, l'élargissement à l'Europe centrale et orientale alors envisagé est considéré comme « une rupture de l'équilibre entre élargissement et approfondissement »²⁰ marquant la « victoire de l'Europe-marché » par L. Fabius et ses proches, qui émettent clairement leurs objections en 1994 face à la direction du parti²¹. Les réticences sur la nature de l'intégration européenne remontaient même à l'époque mitterrandienne, où il fut « l'un de ceux qui ont hésité et qui n'étaient pas très favorables à ce que la France entre dans le SME en 1983, lorsqu'il y a eu ce tournant fondamental dans la posture mitterrandienne et dans le parti socialiste »²². Ce sont ces contradictions profondes, qui, dans la logique de latence et de réminiscence, ont ressurgi brutalement à travers des stratégies de pouvoir.

¹⁵ Entretien avec Gilles Savary : « Il [L. Fabius] a commencé à nous dire, nous qui étions ses proches, que Hollande était en train de trahir ce qu'il considérait comme sa parole, c'est-à-dire de lui laisser l'ouverture vers la présidence de la République, et qu'il se considérait lui-même délié de tout engagement et qu'il se posait la question de savoir quelle serait sa position sur le Traité. Ca s'est fait très directement dans un hôtel de La Rochelle ».

¹⁶ « Constitution européenne : Fabius réticent », *Le Monde*, 23.06.2004.

¹⁷ « Une question politique et institutionnelle qui pèse sur la reconstruction de la gauche », *Le Monde*, 23.06.2004.

¹⁸ « Au Parti socialiste, le conflit sur la Constitution européenne gagne les fédérations », 10.07.2004.

¹⁹ Entretien avec G. Savary.

²⁰ Entretien téléphonique avec P. Bérès, juin 2007.

²¹ Entretien téléphonique avec H. Weber, juin 2007.

²² Idem.

Quelles conclusions théoriques peut-on tirer à ce stade de l'analyse? D'abord, elle nous amène à confirmer la thèse de B. D. Graham, qui souligne un phénomène de personnalisation extrême des conflits entre courants avec une prédominance des rivalités personnelles (« *factionalism* ») sur les clivages idéologiques (« *sectarian conflict* ») ou une justification instrumentale des premières par les secondes. Le ballet des prises de position des « ouistes » et des « nonistes » pendant la campagne sur le Traité constitutionnel est en outre une parfaite illustration de l'analyse de F. Sawicki selon laquelle « les courants apparaissent non pas comme des factions structurées autour de groupes partageant une même histoire sociale et politique, mais comme des groupements fluides dont la continuité ne semble assurée que par le travail de leur leaders et les « contrats » passés unissant ceux-ci à quelques dirigeants locaux »²³. Un bref retour sur l'histoire du PS montre qu'il est fructueux de combiner perspective institutionnaliste et analyse organisationnelle dans une réflexion en termes de structure d'opportunités. En refondant le parti socialiste, F. Mitterrand a opéré sa mise en conformité avec la nouvelle structure d'opportunité liée aux institutions de la Vème République : il a opéré la présidentialisation du parti. Cette mutation majeure, confirmée par L. Jospin, a eu un effet paradoxal sur l'identité européenne des socialistes français. En imposant d'en haut une ligne pro-européenne ambiguë mêlant, en l'absence d'aggiornamento doctrinal, engagement de fait dans l'intégration européenne et critique de son orientation fondamentale, les directions successives se sont montrées incapables de résoudre les contradictions profondes entre socialisme français et Europe libérale. Cet unanimité de façade a ainsi laissé ressurgir, par spasmes, les résistances à l'Europe portées par de fortes minorités, au gré des manœuvres d'appareil pour le contrôle de la majorité au sein du parti. La structure d'opportunité pour la dissidence socialiste est donc constituée à la fois par les institutions de la Vème République (présidentialisme) et par les dynamiques organisationnelles internes au PS qu'elles ont en partie déterminées (factionnalisme présidentialisé). L'environnement du PS en constitue le troisième élément.

4. L'environnement du PS : une arène de mobilisation « complexe »

La notion d'arène avancée par A. Panebianco offre un outil souple pour aborder la question des interactions entre le PS et son environnement. Il identifie l'arène électorale et l'arène parlementaire comme deux arènes interdépendantes dans lesquelles le parti interagit avec son environnement (A. Panebianco, 1988 : 207-208). Considérant une campagne référendaire, la notion d'arène de mobilisation semble ici plus appropriée. Ni parlementaire, ni réellement électoral (aucun mandat électif n'est en jeu), un référendum porte sur une question générale, souvent de nature constitutionnelle, qui autorise la mobilisation d'organisations diverses actives sur le terrain politique et social. En fait, c'est le degré de complexité de l'arène considérée (« *arena complexity* ») – fonction du nombre d'acteurs qui la composent – qui est déterminante : plus le degré de complexité est élevée, plus la stabilité du parti est menacée (A. Panebianco, 1988: 206). En fonction de son degré d'institutionnalisation, un parti peut dominer son environnement ou s'adapter à lui, à travers des relations coopératives ou conflictuelles (A. Panebianco, 1988: 11-13). L'arène de mobilisation de la gauche française se compose essentiellement de trois groupes d'acteurs : les autres partis de gauche, les syndicats, les associations²⁴ (parmi les associations, nous considérerons seulement Attac²⁵). Sans rentrer

²³ F. Sawicki, *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Belin, 1997, p. 330.

²⁴ On fait aussi souvent référence à la « société civile ». Afin d'éviter de rentrer dans le débat sur la portée normative de ce concept, nous définissons la société civile de manière négative par le fait que les groupes qui revendiquent ce statut ne sont ni des syndicats, ni des partis politiques, mais des acteurs aux statuts divers -

dans les détails concernant chaque organisation, nous proposons ici de dresser un panorama de la constellation d'acteurs qui détermine les dynamiques des résistances à l'intégration européenne à gauche.

De nombreux partis à gauche

Il faut tout d'abord constater que la gauche française demeure très fragmentée. Historiquement, le PS a dû conquérir son hégémonie dans un rapport de force avec le PC qui lui était défavorable au sortir de la Seconde guerre mondiale. C'était tout le sens de la stratégie d'union de la gauche portée par F. Mitterrand, qui témoigne de rapports à la fois coopératifs et conflictuels du PS avec son environnement. Deux petits partis trotskistes – la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et Lutte ouvrière (LO) – perdurent électoralement depuis le début des années 1970. La montée en puissance du parti socialiste dans les années 1970 entraîne la marginalisation du Parti radical, dont la majorité se rallie à la candidature de F. Mitterrand en 1974. Cependant, le parti radical de gauche (PRG) subsiste, avec aujourd'hui 9 sièges à l'Assemblée nationale. Depuis 1993, le PS doit également compter avec le Mouvement des citoyens de J. P. Chevènement. Enfin, émergeant à la fin des années 1970, le parti vert s'ancre à gauche en 1994, en prenant le parti d'alliances électorales avec le PS. L. Jospin opta pour une stratégie d'union de la gauche élargie avec l'expérience de « la gauche plurielle » rassemblant tous les partis de gauche, sauf la LCR et LO qui excluent toute participation gouvernementale. Si le PS domine largement ses autres partenaires, ceux-ci représentent des forces militantes et électorales non négligeables qui peuvent le menacer. L'élection présidentielle de 2002 en apporte la parfaite illustration puisque les sept « petits » candidats de gauche rassemblés y ont glané près de 26,7 % des voix, ce qui a fortement contribué à la défaite de L. Jospin. Au moment où les socialistes du « non » pensent à s'engager dans la bataille, il est assez clair que tous les petits partis radicaux mèneront campagne contre le Traité, à l'exception des Verts, qui connaissent les mêmes vicissitudes que le PS. Comme lors des élections présidentielles de 2002, le référendum de 2005 constitue un épisode politique où le PS n'est pas en mesure de dominer son environnement, qui entraîne une forte remise en cause de son leadership.

Un syndicalisme contestataire

Le syndicalisme français se caractérise par deux traits dominants : son éclatement et l'absence d'institutionnalisation de ses liens avec les partis politiques. Le mouvement syndical français est en effet fortement marqué par une tradition anarcho-syndicaliste révolutionnaire et le principe d'autonomie avec les partis politiques, tous deux inscrits dans la Charte d'Amiens de 1906, texte qui demeure aujourd'hui encore une référence pour la plupart des organisations syndicales. Le syndicalisme français est en fait « un syndicalisme de minorité (faible taux de syndicalisation) qui reflète l'isolement social et la faiblesse numérique du monde ouvrier en France » (J. M. Pernot, 2005 : 100). Depuis la fondation de la Confédération générale du Travail (CGT) en 1895, des scissions successives ont conduit à la création de six confédérations²⁶. En France, la « conjonction et la synergie du parti et du syndicat, véritable double centre de la constellation social-démocrate » (G. Moschonas, 1996) n'a jamais eu lieu. Malgré cela, des proximités avec les partis politiques existent, comme par exemple la

associations, mouvements, collectifs, etc – qui témoignent de l'institutionnalisation de formes alternatives d'action collective dans l'espace public, aussi bien politique que social.

²⁵ Association pour la taxation des transactions financières et pour l'aide aux citoyens (Attac)

²⁶ Notons que Sud ne fait pas partie des cinq confédérations considérées comme représentatives par l'Etat.

Confédération générale du Travail (CGT) avec le PC, Force ouvrière (FO) et la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) avec le PS, ou encore l'Union syndicale Solidaires (Sud) et la LCR. Cependant, aucun système d'« échange politique »²⁷ entre parti et syndicat n'a pu être instauré en France, comme ce fut par exemple le cas en Allemagne (P. Hassenteufel, 1996 : 520-521). En outre, les syndicats français présentent de forts déficits vis-à-vis de deux fonctions assurées par les syndicats dans d'autres pays : les services aux adhérents et la négociation collective. Ainsi, les syndicats agissent plutôt comme des entrepreneurs de mobilisation, par exemple contre la politique du gouvernement socialiste par exemple en 1983 (plan d'austérité) et 1989 (introduction par M. Rocard de la contribution sociale généralisée). Faibles sur le plan numérique et institutionnel, les syndicats recèlent pourtant un fort potentiel de mobilisation contestataire dans un champ politique et social qui se caractérise par un haut degré de conflictualité. Les différentes confédérations seront divisées sur la question du Traité. La CFDT et la CFTC le soutiendront, tandis que FO, la FSU et l'UNEF y seront défavorables. Sud et la Confédération paysanne s'engageront activement dans la campagne du « non ». Quant à la CGT, son Secrétaire général B. Thibault, qui souhaitait que la confédération adopte une position nuancée et ne donne pas de consigne de vote, sera publiquement désavoué par le Comité confédéral national qui appellera à voter « non ».

*Europessimiste et « contre-attaque anti-libérale »*²⁸

Une pensée critique voire pessimiste de l'intégration européenne est diffusée dans les cercles de gauche par de nombreux intellectuels, qui sont parfois aussi militants. L'Union européenne est perçue, par exemple par M. Gauchet ou P. Manent, comme un espace « indéfini », « sans corps », où la défense des droits se substitue au lien démocratique, ou encore, pour E. Balibar, comme une Europe « exclusive » qui a échoué à réinventer la citoyenneté (J. Lacroix, 2007). A bien des égards, le mouvement social de 1995 contre la réforme des retraites du gouvernement d'A. Jupé constitue un épisode marquant de l'histoire récente de la gauche. Les grèves de décembre 1995 sont habituellement considérées comme le moment fondateur du mouvement altermondialiste en France. En réalité, les travaux d'E. Agrikoliansky et *alii* montrent que les critiques préexistantes de la mondialisation (issues par exemple de la tradition intellectuelle tiers-mondiste) ont plutôt offert un espace de reconversion pour des partis et syndicats marginaux de la gauche radicale et marxiste (E. Agrikoliansky/ O. Filleule/ N. Mayer, 2005; J. G. Contamin, 2005). Il est intéressant de souligner que les critiques du mouvement de 1995 étaient dirigées en premier lieu contre « l'Europe de Maastricht », c'est-à-dire contre les contraintes imposées par les critères de convergence liés à l'Union économique et monétaire (J. G. Contamin, 2005: 245-246; 252-253; P. H. Gordon/S. Meunier, 2002: 125, 130). Le « cadrage » altermondialiste ne s'impose qu'a posteriori, notamment sous l'impulsion d'intellectuels, dans un « Appel » de soutien aux grévistes²⁹, ou encore d'E. Izraelewicz (Directeur adjoint de la rédaction du quotidien Les échos) ou Z. Laïdi (professeur à l'IEP de Paris et conseiller spécial de P. Lamy), qui mettent en avant la thèse d'une réaction contre la mondialisation et le néo-libéralisme (J. G. Contamin, 2005 ; M. Ancelovici, 2002). Le sens du mouvement déclenchera même une « guerre » d'interprétation entre deux écoles de la sociologie française. Tandis que l'école d'A. Touraine considèrerait les

²⁷ C'est-à-dire le soutien du syndicat pour le candidat du parti lors des élections en échange d'une politique favorable aux revendications des syndicats par le parti de gauche au gouvernement

²⁸ C. Debons.

²⁹ L'appel, publié dans *Le Monde* du 6.12.1995, est initié notamment par Yves Benot, Michel Riot-Sarcey, Denis Berger, Catherine Lévy, Sophie Walhnish, Yves Sintomer, Maguy Bacqué, Henri Maler, Maya Surduts, Jacques et Danièle Kergoat.

grèves comme l'expression d'un « non mouvement » replié sur la défense de l'Etat corporatiste, P. Bourdieu et ses proches y ont vu une révolte contre les politiques néolibérales, ou le « monétarisme dans projet social » (A. Touraine, 1996 : 46). Par ailleurs, il y a une concomitance entre le mouvement de décembre 1995 mêlant « Europe de Maastricht » et globalisation, et la montée de la défiance au sein du PS face aux contraintes liées à l'Union économique et monétaire évoquées précédemment. Avec la fondation d'Attac trois ans plus tard sur initiative des journalistes du *Monde diplomatique* (I. Ramonet, B. Cassen), le discours altermondialiste et son corollaire eurocritique s'ancrent dans le débat public. Consortium de quelques quarante d'organisations (solidarité internationale, aide aux chômeurs, écologie, féminisme, organisations syndicales, médias), Attac joua un rôle préminent dans le lancement des forums sociaux mondial (Porto Allegre) et européens (FSE). Lors du FSE de Paris en novembre 2004, la critique du Traité constitutionnel européen occupa une place de choix au sein des débats. Attac est aujourd'hui un acteur incontournable de l'arène de mobilisation du PS et, bien qu'affaibli par une crise de direction 2005-2006³⁰, un acteur important de la campagne du « non ».

Le mouvement de 1995 et, au-delà, l'émergence du mouvement altermondialiste agissent par deux biais sur la structure des opportunités politiques qui s'impose aux partisans du « non » de 2005. Premièrement, l'altermondialisme offre un nouvel espace de revendications, et donne un nouveau souffle à de nombreux mouvements et organisations contestataires. La conjonction – bien que partielle et ponctuelle (S. Bérout/ G. Ubbiali, 2005) – qui s'est clairement opérée entre mobilisations altermondialistes et syndicales, joue à plein dans la campagne référendaire sur le Traité constitutionnel. Les organisations qui constituent l'environnement du PS à gauche peuvent être regardées comme des moteurs importants de contestation avec un renouveau de l'engagement associatif ces dix dernières années, alors que les partis politiques ne remplissent quasi plus aucune fonction de socialisation et d'agent de mobilisation (F. Haegel, 2005 : 27-28). D'un côté, ces organisations recueillent souvent des militants déçus du PS ; d'un autre, elles ont un pouvoir de pénétration au sein du parti, et le phénomène de double adhésion est assez répandu. Il existe par exemple une coordination Attac de l'Assemblée nationale (cofondée par le député du Cher Yann Galut) ainsi qu'un intergroupe Attac au parlement européen, dont Harlem Désir (ancien porte-parole de SOS Racisme puis élu au PS) est un des piliers de 2000 à 2005. Ces liens entre PS et « société civile » jouent encore plus au niveau local, où les « réseaux » du parti - associatifs ou syndicaux - ont un rôle constitutif (F. Sawicki, 1997 : 21-24). Deuxièmement, l'utopie altermondialiste, largement diffusée par certains intellectuels de gauche, a imposé de nouveaux cadres d'interprétations, c'est-à-dire de nouvelles clés de lecture communes de la réalité politique et sociale pouvant être mobilisées par les acteurs, et constituant à un nouvel horizon utopique venant combler un déficit idéologique lourd, après que le marxisme ait perdu toute

³⁰ En 2005 éclate un conflit qui couvait depuis 2002. D'un côté, « camp Nikonoff », c'est-à-dire la direction en place depuis 1998, est favorable à une autonomisation d'Attac par rapport à ses membres fondateurs et prône un plus grand rôle politique d'Attac. De l'autre, se constitue un « camp Khalfa » (représentant de la confédération syndicale G10-Solidaires) qui s'oppose à un style de direction « présidentialisé » et affirme la prééminence des organisations fondatrices. Cette crise provoque le départ de milliers d'adhérents et se solde par un cas de fraude électorale lors des élections du nouveau Conseil d'administration en juin 2006, puis à un changement de direction favorable à P. Khalfa en décembre 2006. (R. Wintrebert, 2007 : 232-291). Mais en 2005, c'est toujours J. Nikonoff qui est aux commandes. Favorable à un fort engagement d'Attac dans la campagne, il organise une consultation des adhérents pour légitimer la participation de l'association à la campagne du « non ». Entretien avec E. Le Gall, mars 2007, Paris.

force mobilisatrice³¹. Cela a trait à la dimension symbolique, culturelle, ou cognitive de la structure des opportunités politiques (*cultural framing*, ou *collective action frames*), un courant de recherche qui a connu un succès exponentiel dans les années 1990, et qui met en évidence l'importance « *[of the] struggle over the production of mobilizing and counter-mobilizing ideas and meanings* » (R. D. Benford/ D. A. Snow, 2000 : 613). Cette nouvelle donne cognitive ouvre la possibilité d'un discours légitimement eurocritique, ou d'un euroscepticisme « de gauche », à travers le tryptique Europe-mondialisation-néo-libéralisme, articulé de manière très défavorable à l'Union européenne, largement perçue comme « le cheval de Troie » de la mondialisation³². Le fait que, sur son blog, L. Fabius mette en exergue un slogan commençant par « un autre avenir est possible » semble significatif de la diffusion du discours « alter » dans la classe politique. Conscient que ce climat de « contre-attaque anti-libérale » pèse lourdement, L. Fabius, au moment où il s'engage contre le Traité « est persuadé que le non serait majoritaire au sein de l'électorat de gauche et (...) fait le choix de donner une expression politique au non populaire et de ne pas l'abandonner aux extrêmes »³³. Nous allons tenter d'aller au-delà Il faut aller au-delà d'une analyse statique des composantes de la structure des opportunités politiques. En nous penchant sur les interactions entre acteurs, nous tentons donc de considérer ces éléments sous un angle dynamique (D. McAdam/ S. Tarrow/ C. Tilly, 2001 : 44). Dans quelle mesure les acteurs étaient conscients de cette structure d'opportunité et l'ont-ils utilisée comme telle ?

5. *Les interactions entre acteurs : des processus importants mais déficients*

Il est impossible de considérer ici l'ensemble des interactions entre tous les acteurs du « non ». Afin d'orienter l'analyse et de mettre l'accent sur des processus, nous utiliserons une sorte de grille de lecture composée de quatre processus d'interaction entre les acteurs. Le premier a trait à « l'activation des relais » entre le PS et la gauche radicale, une notion tirée de l'ouvrage d'A. Panebianco. Les trois autres processus - constitution d'acteur, changement d'échelle et polarisation - ont été identifiés par les théoriciens des mouvements sociaux comme caractéristiques de ce qu'ils qualifient de « *contentious episodes* ».

Une forte mobilisation qui repose sur les interactions entre acteurs

Selon A. Panebianco, il existe au sein des partis politiques des relais avec leur environnement, qu'il qualifie de „relays“ ou „boundary personnel“, c'est-à-dire “*actors with privileged relations with the different parts of the environment. The more numerous the boundary personnel, the more pronounced are the tensions within the organization*” (A. Panebianco, 1988: 205). Au sein du PS, on peut observer le rôle déstabilisateur qu'a joué l'aile gauche du parti, en animant la campagne du « non » essentiellement avec des alliés politiques extérieurs au parti. Ce n'est pas le Traité constitutionnel qui inaugure ce rôle de relais. Notons que dès 2002, le courant de J. L. Mélenchon et d'H. Emmanuelli (Nouveau Monde) entretient des rapports avec la gauche radicale et s'intéresse à la refondation d'une force politique à la gauche du PS. En 2004, les contacts s'intensifient entre détracteurs du Traité au sein et en dehors du PS, par exemple avec la Fondation Copernic, sorte de *think tank* proche des partis

³¹ Entretien avec C. Debons.

³² Erik Izraelewicz, *Le Monde*, 7.12.1995. Aussi P. Lamy, « Le modèle français vu d'Europe. Entretien avec Pascal Lamy », *Le Débat*, No 134, mars-avril 2005.

³³ Entretien avec H. Weber.

de la gauche radicale (PC et LCR), des milieux syndicalistes et altermondialistes. Le président de la Fondation, Y. Salesse³⁴, et son bras droit C. Debons³⁵ se rendent à l'université d'été de NPS en 2004 puis à celle d'H. Emmanuelli en 2005³⁶. La dynamique « unitaire » de la campagne a renforcé ce rôle de relais entre le parti et son environnement. Les grands meetings rassemblant les socialistes J. L. Mélenchon et H. Emmanuelli et les figures du PC, de l'extrême gauche renforcent la convergence de discours et contribue à créer un front de mobilisation susceptible de mobiliser aussi les déçus du PS. L'émulation à gauche est telle que L. Fabius reçoit J. Bové le 16 mai dans sa circonscription de Seine Maritime, cherchant à s'afficher comme ouvert au dialogue avec la gauche radicale et altermondialiste.

La campagne du « non » au référendum de 2005 engendre ensuite une constitution d'acteur, avec la création en octobre 2004 du Collectif national pour un « non » de gauche dont l'Appel des 200 est l'acte fondateur. Lancé le 19 octobre 2004 à l'initiative de la fondation Copernic, il s'agit d'un manifeste-pétition contre une « pseudo-Europe qui a le marché pour idole et la négociation secrète pour liturgie »³⁷, signé par 200 personnalités de gauche : membres de partis politiques et élus locaux (LCR, PC, Verts, ultra-gauche du PS, Les Alternatifs), responsables associatifs, syndicalistes, universitaires, artistes, etc. Dans une logique « pluraliste » et non partisane, la Fondation Copernic entend mener un travail visant à « refonder une alternative à la gauche du PS »³⁸. C'est d'ailleurs Claude Debons qui sera le coordinateur du Collectif du non. Cette union hétéroclite des « forces de la gauche critique » repose en fait sur des solidarités anciennes et des « habitudes de travail »³⁹. Les initiatives les plus récentes étaient l'Appel Ramulaud⁴⁰ « pour une alternative à gauche » en juillet 2003. J. L. Mélenchon et les refondateurs communistes, la gauche des Verts étaient déjà impliqués, aux côtés de personnalités des réseaux syndicaux et associatifs. Puis en 2003, la Fondation Copernic publie « Europe : une alternative », un document rassemblant des personnalités venues de différents horizons, « un groupe qui préfigurait la composition du Collectif »⁴¹. Deux événements sont identifiés comme constitutifs d'une généalogie a posteriori la « gauche anti-libérale ». D'une part, les mouvements de grève de 1995 et l'émergence du mouvement altermondialiste, qui marquent le début de la « contre-attaque »⁴², d'autre part, le 21 avril 2002, symbole de l'échec du PS et de la gauche de gouvernement dans son ensemble⁴³. Dans ce contexte, un référendum sur le Traité constitutionnel apparaissait comme une aubaine pour poursuivre cette entreprise et gagner du terrain dans la bataille des idées⁴⁴. L'action du Collectif a ainsi fortement contribué à l'unité de la gauche à imposer la thématique économique et sociale et la notion de (néo)libéralisme, comme la grille de lecture quasi exclusive du Traité.

³⁴ Yves Salesse est conseiller d'Etat, il est proche du PC.

³⁵ Claude Debons est un ancien responsable de la CFDT puis de la CGT (secteurs Europe).

³⁶ Entretien avec C. Debons.

³⁷ <http://www.appeldes200.net/>

³⁸ Entretien avec C. Debons.

³⁹ Idem : « Il y a en France depuis deux ou trois décennies une tradition de collectifs unitaires qui se constituent face à telle échéance politique, de mouvement social, donc les réseaux fonctionnent, les habitudes de travail en commun fonctionnent, les gens se connaissent. Dans cette affaire-là, les gens avec qui on a travaillé se connaissent tous depuis vingt ans, on s'est croisés dans des réseaux, etc. Donc c'était assez facile ».

⁴⁰ Du nom du restaurant où se sont retrouvés les protagonistes.

⁴¹ Entretien avec C. Debons.

⁴² Idem.

⁴³ Idem.

⁴⁴ Idem : « Quand est arrivé le projet de traité constitutionnel, très vite Y. Salesse a dit : « ça va être la bataille politique décisive contre le libéralisme » et autour de 2 idées. La première c'était : nous voulons un référendum. A ce moment-là, la question n'était pas tranchée en France sur le mode de ratification. Très vite est venue l'idée qu'il fallait faire un appel qui permette de constituer une unité de la gauche du non sur des bases politiques précises, pas seulement un « non », mais dire quelle alternative on propose pour l'Europe ».

En ce sens, on peut dire que la campagne du « non » a gauche a été relativement homogène, tous – d’Attac à L. Fabius en passant par le PC – usant des mêmes arguments (refus de la concurrence comme principe central de fonctionnement de l’Union, défense des services publics, etc) et surtout de la même posture : un « non » pas *contre* l’Europe, mais pour une *autre* Europe. La démarche du collectif témoigne de d’un souci constant : le refus d’être associé à un « non » nationaliste⁴⁵ et d’être aussi un force de proposition alternative. Cependant, le caractère hétéroclite de l’union semble être un obstacle de taille, tant, au-delà de la question « libérale », les sensibilités sur le principe de supranationalité divergent. Si les proches de J.P. Chevènement n’étaient pas signataires de l’Appel, ils furent quasi systématiquement associés aux meetings⁴⁶. Comment concilier cette teinte souverainiste avec l’europhisme des Verts ? Mais plus que par le jeu d’alliances entre figures nationales, c’est au niveau local que le collectif a joué un rôle décisif dans la campagne.

En effet, la campagne de proximité menée par les parties prenantes du Collectif du non a entraîné les autres acteurs dans son sillage et provoqué un changement d’échelle de la mobilisation, un processus identifié par les sociologues de l’action collective comme « *a change in the number and level of coordinated contentious action* » (D. McAdam/S. Tarrow/C. Tilly, 2001 : 45). De décembre à mars, l’actualité de la campagne est surtout marquée par des événements favorables à la ratification du Traité : majorité de 59% de militants en faveur du texte lors de la consultation interne au PS, flottement des partisans socialistes du « non », victoire du « oui » en Espagne, et, en France, vote largement favorable du Parlement sur la réforme constitutionnelle ouvrant la voie au Traité. Ce n’est qu’en mars que les médias rendent compte du chemin accompli par les militants « non » avec l’inversement des courbes du « oui » et du « non » dans les sondages d’opinion. Alors que les opposants au Traité dénoncent un boycott médiatique du non, ils mènent campagne sur le terrain, et sur internet, où les réseaux d’activistes du « non » occupent la toile de manière beaucoup plus coordonnée et efficace que leurs adversaires⁴⁷. Du côté du Collectif pour un « non » de gauche, la stratégie délibérée consistait à partir tôt et à miser sur « une bataille de longue haleine qui se gagnerait sur le long terme et sur le terrain »⁴⁸. L’objectif principal du Collectif national était la création, partout en France, de collectifs locaux. C’est pourquoi, dès l’été 2004, les réseaux de mobilisation ont été réactivés, si bien qu’au moment où l’Appel est lancé, en octobre, une cinquantaine de collectifs du « non » existent déjà⁴⁹. Le mouvement a connu une véritable montée en puissance et surtout une accélération dans les derniers mois : 200 collectifs étaient actifs au mois de décembre, 500 au mois de mars, et jusqu’à près de 900 à la fin du mois de mai. Au mois de mars, au moment où le « non » prend le dessus, le Collectif a organisé près de 1500 réunions publiques⁵⁰, qui connaissent une affluence bien supérieure aux meetings des partisans du Traité⁵¹. L’organisation sur le mode du collectif

⁴⁵ « Avec l’ouverture de la campagne officielle, la droite nationaliste va apparaître à la radio et à la télévision, les affiches de Le Pen, De Villiers, Pasqua seront sur les panneaux électoraux. Les tentatives d’instrumentaliser Le Pen comme épouvantail pour l’électorat de gauche vont se développer », Compte-rendu de la réunion du Collectif national du 18 avril 2005.

⁴⁶ Par exemple C. Clément, ou G. Sarre de la direction du MRC, lors du meeting du Non de gauche au Zénith de Paris le 14 avril 2005.

⁴⁷ « Les opposants au traité européen ont mieux utilisé Internet », *Le Monde*, 09.07.2005.

⁴⁸ Entretien avec C. Debons.

⁴⁹ Idem.

⁵⁰ Idem ; Communiqué de presse du Collectif et de la Fondation Copernic du 21 mars 2005 : « La progression du non de gauche : le résultat de 5 mois d’une campagne ignorée ! »

⁵¹ Idem : « A Nantes, on a fait un meeting avec des orateurs dont le plus connu était Alain Crivine, on a fait 4000 personnes. Le PS, dans une ville qui est un fief du PS, avec J.M. Heyraud, F. Hollande, L. Jospin ils ont fait 2000 personnes. A Clairmont-Ferrand, ville socialiste et effectivement fabiusienne donc la majorité était à gauche, on avait des orateurs de premier plan – Mélenchon, Besancenot, un gars du PC local - le député du coin - Martine

unitaire prôné par la Fondation Copernic trouve son fondement dans une réflexion sur les conditions actuelles de la participation politique. Prenant acte de la désaffection des citoyens vis-à-vis de la politique institutionnelle, la formule du collectif incluant la « société civile » et les syndicats traduit le refus d'être associé à un parti, et surtout pas au PC, considéré comme un acteur en déclin véhiculant une image passiste de la gauche radicale⁵². Cette dynamique unitaire a eu un effet multiplicateur très efficace. Le Collectif national était composé d'une trentaine de personnes qui, soit en tant que représentant de leur organisation, soit à titre individuel, se réunissaient deux à trois fois par mois. Leur rôle est de fournir un « cadrage » politique par rapport à l'évolution de la campagne et d'unifier les différentes sensibilités pour diffuser un point de vue cohérent en direction des collectifs locaux⁵³. Coordinée avec le Collectif, Attac, forte de ses 215 comités locaux, a également mené une campagne active à travers le pays, en organisant entre 300 et 500 réunions⁵⁴. A partir du mois de mars, le succès de la campagne du « non » incite H. Emmanuelli et L. Fabius à s'engager plus activement dans la campagne. A la mi-mars, H. Emmanuelli lance les « collectifs socialistes pour un non de gauche », visant à contourner le manque de moyens dont souffrent les dissidents du PS pour faire campagne⁵⁵. Le grand meeting unitaire du 27 mai à Paris témoigne de la convergence des acteurs, puisque toutes les tendances du « non » de gauche y sont représentées. Ainsi, le 29 mai 2005, L. Fabius s'affiche en rassembleur de la gauche⁵⁶. Pour la première fois, il se rendra à la fête de l'Humanité au mois de septembre suivant.

L'intensité de la campagne et le « front uni » des partisans du non ont entraîné une forte polarisation des partisans du « oui » et du « non », typique des moments de contestation. Dans le contexte de l'action collective, « *polarization is the widening of political and social space between claimants in a contentious episode and the gravitation of previously uncommitted or moderate actors toward one, the other, or both extremes. It is an important process which vacates the moderate center, impedes the recomposition of previous coalitions, produces new channels for future ones, ect* » (D. McAdam/S. Tarrow/C. Tilly, 2001 : 45). L'effet de polarisation est maximal au PS, où chacun doit prendre position. La majorité des anciens ministres de F. Mitterrand et de L. Jospin se rangent dans le camp du oui. Dès le début du mois d'août, E. Guigou et B. Kouchner ont lancé un Comité de la gauche pour le « oui ». En revanche, 53 des 131 députés, 10 des 30 députés européens, 10 des 40 Présidents de Conseil général, 8 des 21 Présidents de Conseil régional et 37 des 72 membres du bureau national du PS se sont mobilisés contre le Traité (G. Duseigneur, 2005 : 84). De manière intéressante, la division entre « ouistes » et « nonistes » se retrouve y compris chez les membres du PS proches d'Attac. Tandis que le président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et membre d'Attac Michel Vauzelle s'engagea activement dans la campagne du « non », H. Désir, coordinateur de l'intergroupe Attac au Parlement européen, rompit avec l'association, qu'il qualifia de « parti d'extrême-gauche de plus, jusqu'au-boutiste et anti-européen de fait »⁵⁷. La bataille sur le Traité provoqua également des remous dans le camp des fabiusiens. Certains proches, comme G. Savary ou J. Lang, se refusèrent à suivre L. Fabius dans la campagne du « non ». En revanche, la députée européenne P. Bérès, qui avait été membre de la Convention

Billard des Verts – on fait 4000 personnes. Le PS, qui avait loué une salle de 3000 places, ils ont fait 150 personnes avec F. Hollande et P. Rasmussen, le président du PSE ».

⁵² Idem.

⁵³ Idem.

⁵⁴ Entretien avec E. Le Gall.

⁵⁵ *L'humanité*, 23.03.2005.

⁵⁶ « Laurent Fabius appelle la gauche à se rassembler », *Le Monde*, 30.03.2005.

⁵⁷ « L'adieu à Attac », par Harlem Désir, *Nouvel Observateur*, Semaine du jeudi 2 juin 2005 - n°2117.

européenne, ⁵⁸ invoqua les changements opérés par la Conférence intergouvernementale de juin 2004 pour condamner le texte à la renégociation. De décembre à mars des rumeurs et menaces de sanctions envers les dissidents qui font ouvertement campagne en dépit du vote des militants planent sur la campagne. Finalement, F. Hollande y renonce et le Bureau national se contentera de prononcer, le 24 mars, une « condamnation solennelle ». La polarisation au sein du parti entre détracteurs et partisans du Traité déstabilise remet en cause de l'autorité de la direction du PS, qui met toute son énergie à se démarquer du gouvernement et peine à mobiliser et à convaincre. La large victoire du « non » le 29 mai vient confirmer la déstabilisation de la direction de F. Hollande, et confère à Fabius la légitimité des urnes, l'électorat de gauche s'étant massivement prononcée contre le Traité. Cependant, il ne faut pas conclure trop hâtivement à une stratégie « d'union de la gauche », qui aurait été calculée par L. Fabius et ses partisans et consciencieusement mise en œuvre. En fait, l'image d'un « front du « non » », véhiculée dans les médias, cache des déficits profonds dans les interactions entre acteurs.

Des processus d'interaction déficients

Tout d'abord, l'activation des relais entre PS et son environnement n'a fonctionné que partiellement. On a vu que c'est à la gauche du parti, Nouveau Monde et NPS, qu'échoit le rôle de relais. Or les représentants de NPS, J. L. Mélenchon et H. Emmanuelli ont en réalité poursuivi trois stratégies distinctes et autonomes dans cette campagne. A la suite du référendum interne au PS, A. Montebourg et V. Peillon ont décidé de ne pas transgresser la règle du parti et n'ont pas fait campagne. Cela a affaibli le « non » socialiste, dans la mesure où NPS représente la jeune génération de la gauche du parti et il était le plus fort courant minoritaire au Congrès de Dijon de 2003, sa motion ayant rassemblé 16, 88% des voix des militants. Quant au courant Nouveau Monde il se délite pendant la campagne. A la mi-mars, J. L. Mélenchon décide de mettre Nouveau Monde « en sommeil », refusant de cautionner les propos d'H. Emmanuelli, qui avait comparé la majorité du PS pour le Traité, à la « majorité socialiste pour envoyer le contingent en Algérie (...) ou pour voter les pleins pouvoirs à Laval »⁵⁹. Tandis que, dès le mois de janvier, J. L. Mélenchon fait ouvertement et activement campagne avec le Collectif pour un « non » de gauche, H. Emmanuelli n'entre en campagne qu'au mois de mars, de son côté. Il participera à un seul meeting unitaire, celui de Paris, deux jours avant le référendum, et il exigera qu'O. Besancenot en soit exclu, refusant de s'afficher avec la LCR⁶⁰.

Si les « relais » étaient réticents à briser la discipline du parti, L. Fabius le fut également⁶¹. Bien qu'il ait voulu se positionner en rassembleur de la gauche⁶², il ne s'est engagé qu'à moitié dans la campagne et a surtout évité de mener campagne avec les anti-libéraux, faute d'en être un et de pouvoir – malgré des thèmes de campagne proches – être considéré comme tel⁶³. Sa ligne de conduite a consisté à ne pas faire de meetings, mais à mener campagne dans les médias⁶⁴ afin de « se faire entendre par un silence bruyant »⁶⁵. Comme H. Emmanuelli, il aura moins de réticence à rejoindre la campagne unitaire une fois le « non » acquis, à en juger

⁵⁸ Voir « Une Constitution pour la *grande* Europe », par P. Bérès, Notes de la Fondation Jean Jaurès, n° 36, octobre 2003. P. Bérès y dresse un bilan en « demi-teinte » du travail de la Convention.

⁵⁹ « Les propos de M. Emmanuelli sur le « oui » socialiste divisent ses propres amis », *Le Monde*, 15.03.2005

⁶⁰ Entretien avec C. Debons.

⁶¹ Entretien avec P. Bérès.

⁶² Entretien avec H. Weber.

⁶³ Entretien avec C. Debons ; entretien avec H. Weber.

⁶⁴ Entretien avec H. Weber.

⁶⁵ C. Bartolone cité dans « M. Fabius reste sur le « non » sans faire campagne », *Le Monde*, 12.01.2005.

à la présence de son bras droit C. Bartolone lors du meeting du 27 mai. On constate en fait que les protagonistes étaient essentiellement tournés sur la bataille interne au sein du PS. Les contacts entre NPS et les représentants de la Fondation Copernic, ou encore entre H. Weber et ces derniers⁶⁶ visaient en fait essentiellement l'accumulation de ressources – en termes d'idées et d'argumentaires – pour la campagne interne, qui fut intense. Mais même à ce moment-là, la convergence entre les différents partisans du « non » fut faible, chacun menant campagne de son côté⁶⁷. Toujours soucieux de ménager ses réseaux, L. Fabius rassembla entre 300 et 500 des cadres de son courant le 29 janvier, afin d'expliquer sa position sur le Traité. En conséquence de cet engagement en demi-teinte des socialistes du « non », la polarisation au sein du parti entre l'aile gauche minoritaire et la direction de F. Hollande ne fut pas assez forte pour entraîner la cohésion du camp des « nonnistes » et bousculer les rapports de force. Le Congrès du Mans, en novembre 2005, en est la parfaite illustration, puisqu'on y observe des réalignements en pagaille plutôt qu'un front du « non » : alors que J. L. Mélenchon a rejoint L. Fabius, H. Emmanuelli a rejoint NPS, qui implora pendant le congrès. Le vote de la motion de « synthèse » par L. Fabius a fait de cette polarisation une parenthèse vite refermée. Les fabiusiens se trouvaient face à un dilemme stratégique entre « la légitimité du parti et celle des électeurs »⁶⁸ ; d'ailleurs, certains d'entre eux, comme P. Bérès, ne participent pas à la campagne. L. Fabius, qui avait fait le choix de la retenue en début de campagne, semble s'être laissé « entraîner » par la dynamique de mobilisation à gauche⁶⁹, parce qu'« il fallait être dans le mouvement »⁷⁰. Mais cette position d'entre-deux ne lui a finalement pas permis de se positionner en leader de toute la gauche du « non ». Et s'il s'est rendu à la fête de l'Humanité en septembre 2005, il y a été accueilli sous les huées⁷¹, preuve qu'il n'était « pas reconnu comme légitimement noniste »⁷².

Du côté du nouvel acteur constitué, le Collectif pour un non de gauche, la dynamique unitaire souffrait également d'un déficit, lié essentiellement aux logiques d'appareil. Le calendrier tout d'abord, n'a pas favorisé un large rassemblement. Les membres du PS en étaient d'emblée exclus, à double titre. L'Appel des 200 ayant été lancé dès le mois d'octobre, les membres du PS étaient peu susceptibles de s'y associer avant l'issue des débats internes et le référendum.⁷³ Ensuite, la tonalité radicalement anti-libérale, et pour certains anti-capitaliste⁷⁴, de l'Appel s'avérait de toute évidence impossible à endosser pour J. P. Chevènement, H. Emmanuelli, et a fortiori, pour L. Fabius. Parmi les syndicats, les engagements ont été inégaux. A la CGT, bien que le Comité confédéral national ait appelé à voter « non » contre la position de son secrétaire général B. Thibault, la mobilisation des organisations de la CGT sur le terrain a été relativement molle, afin de ne pas aggraver les divisions en organisant une véritable fronde⁷⁵. Mais surtout, à rebours du principe de collectif unitaire prôné par la Fondation Copernic, les stratégies partisans ont vite repris le dessus au lendemain du 29 mai, montrant des acteurs

⁶⁶ Entretien avec C. Debons.

⁶⁷ Entretien avec P. Bérès.

⁶⁸ Entretien avec H. Weber.

⁶⁹ Entretien avec G. Savary : « A un moment donné, c'est passé pour lui de sanctionner un F. Hollande, à rejeter le traité, puis à essayer de refonder (...) une grande aile gauche du parti socialiste, et il s'est laissé entraîner dans cette dynamique et il a cru pendant la campagne qu'il était en train de créer un champ politique, un espace politique nouveau ».

⁷⁰ Entretien avec P. Bérès « Cette aspiration de gauche, il était important qu'elle puisse déboucher sur une gauche responsable. C'est pour ça qu'il fallait être dans le mouvement ».

⁷¹ « Laurent Fabius est fragilisé au sein du PS après son accueil chahuté à la Fête de « L'Humanité » », *Le Monde*, 13.09.2005.

⁷² Entretien avec G. Savary.

⁷³ Entretien avec C. Debons

⁷⁴ H. Weber.

⁷⁵ Idem.

d'abord tournés sur eux-mêmes. Lors de son université d'été, J. L. Mélenchon a voulu rassembler les partisans du « non » en invitant les représentants de partis, mais a exclu les associations de la « société civile », affichant sa priorité : « changer à majorité dans le PS à partir des rapports de force créé par la victoire du « non »⁷⁶. M. G. Buffet et O. Besancenot prétendirent rassembler autour de leur parti la gauche anti-libérale, « chacun se voyant le fédérateur des autres »⁷⁷. La volonté de s'entendre sur une candidature unitaire pour les élections présidentielles de 2007, le véritable horizon stratégique, s'est donc soldée par un fiasco et les forces se sont éparpillées dans une multitude de « petites » candidatures. Ainsi, les processus de constitution d'acteur et de changement d'échelle typique d'un mouvement de mobilisation se sont avérés relativement éphémères. Le mode du collectif unitaire qui avait été très efficace dans l'arène de mobilisation au niveau local n'a pu être transposé dans l'arène électorale, parce que les personnalités impliquées ont donné la priorité à leur organisation. Par ailleurs, certains ont essayé de convaincre L. Fabius de rompre avec le PS et de prendre la tête d'une force alternative à la gauche du PS, parce que « penser qu'il peut y avoir une refondation sans une fraction de la social-démocratie, c'est totalement illusoire »⁷⁸. Mais celui-ci a maintenu sa ligne de conduite prudente et s'est préparé pour les échéances internes au PS : le Congrès du Mans en novembre, puis la primaire l'année suivante. Ainsi, L. Fabius a montré qu'il était plus un homme d'appareil qu'un rassembleur de la gauche dans le style d'Oskar Lafontaine.

Conclusion

Resituée dans le temps long de l'histoire des socialistes français, la querelle du Traité constitutionnel européen peut être vu comme un nouvel épisode venant nourrir un processus de cristallisation des résistances à l'intégration européenne. L'objectif de ce travail était de mettre à jour les logiques de mobilisation de gauche dans la campagne référendaire de 2005. A cet égard, la dissidence de L. Fabius, qui a pris position contre l'avis de la direction et des militants du parti dont il était alors le numéro deux, était un angle d'approche empirique efficace. Sur le plan théorique, l'utilisation de concepts tirés à la fois de la sociologie des partis politiques et de la sociologie de l'action collective s'est montrée féconde. A partir du concept large de structure des opportunités politiques, nous avons identifié trois catégories de déterminants liés aux institutions de la Vème République, aux principes d'organisation interne du PS, et à son environnement. D'une part, la nature présidentialisée du régime politique français et le mode de fonctionnement factionnel du PS favorisent les manœuvres stratégiques des chefs de courant qui, comme L. Fabius, briguent le mandat présidentiel. D'autre part, l'environnement complexe du PS, ou l'arène de la mobilisation à gauche, favorisait également, en 2005, les stratégies de déstabilisation « par la gauche » de la direction en place. Cependant, l'étude des interactions entre les différents acteurs de la campagne, visant à dépasser l'analyse statique de la structure des opportunités politiques, montre que les facteurs institutionnels et organisationnels ont surdéterminé ce qu'on pourrait qualifier de stratégie « interne » des acteurs. Au-delà de L. Fabius, ce constat vaut aussi – à des degrés variables – pour les autres acteurs de gauche. Cela explique finalement leur incapacité à créer un projet collectif donnant un sens au « non » de gauche. En ce sens, on peut parler de résistance, sans l'émergence d'une force politique capable de porter un projet alternatif pour l'intégration européenne. Il faut donc nuancer le postulat de cristallisation qui, si elle est réelle sur le terrain des idées, n'a pas entraîné de bouleversement profond du jeu politique. Au sein du PS,

⁷⁶ Entretien avec C. Debons.

⁷⁷ Idem.

⁷⁸ Idem.

la légitimité des résistances à l'intégration européenne à l'avenir demeure étroitement liée aux modalités de la « rénovation » du parti, ainsi qu'aux destins individuels des acteurs qui les portent. Aux lendemains de l'élection présidentielle, ce chapitre est toujours ouvert ; le PS est toujours en quête de doctrine, de stratégie et de leadership.

Références

- ANCELOVICI, Marcos, « Organization against Globalization : the Case of ATTAC in France », *Politics and Society*, Vol. 30, No 3, septembre 2002, 427-463.
- BARTOLINI, Stefano, *Restructuring Europe*, Oxford University Press, Oxford et New York, 2005.
- BELL, S. David/ CRIDDLE, Byron, «The French socialist Party : presidentialised factionalism », in *Conflict and cohesion in Western European Social Democratic Parties*, Pinter Publishers, 1994, pp.112-132.
- BENFORD, Robert D. / SNOW , David, A., « Framing Processes and Social Movements : an Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, Vol. 26, 2000: 611-639.
- BERGOUNIOUX , Alain, « Les fragilités du Parti socialiste français », in LAZAR, Marc, *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen.*, PUF, Paris, 1996, pp 237-262.
- BERGOUNIOUX, Alain/ GRUNBERG, Gérard, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Fayard, Paris, 2005.
- BEROUD, Sophie, UBBIALI, Georges, « La CGT, entre soutien distancié et refondation de l'activité internationale », in AGRIKOLIANSKY, Eric/ FILLEULE, Olivier/ MAYER, Nonna, *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Flammarion, Paris, 2005.
- COLE, Alistair M., « Factionalism, the French Socialist Party and the Fifth Republic: an explanation of intra-party divisions », *European Journal of Political Research*, Vol. 17, 1989, 77-94.
- CONTAMIN, Jean-Gabriel, « les grèves de décembre 1995 : un moment fondateur ? », in AGRIKOLIANSKY, Eric/ FILLEULE, Olivier/ MAYER, Nonna, *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Flammarion, 2005, 239-246.
- CRUM, Ben, «Party Stances in the Referendums on the EU Constitution: Causes and Consequences», *European Union Politics*, Vol. 8, 2007, 61-82.
- DELWIT, Pascal, *Les partis socialistes et l'intégration européenne*, éditions de l'ULB, Bruxelles, 1995.
- DOLEZ, Bernard/ LAURENT, Annie, « Une primaire à la française. La désignation de Ségolène Royale par le parti socialiste », *Revue Française de science politique*, Vol. 57, No 2, 2007, 133-161.
- DESMEULIERS, Vincent, « Démocratie et partis politiques. L'exemple du parti socialiste », *Revue du MAUSS*, No 25, 2005/1, 287-304.
http://www.cairn.info/resume.php?ID_REVUE=RDM&ID_NUMPUBLIE=RDM_025&ID_ARTICLE=RDM_025_0287
- DUSEIGNEUR, Guillaume, « Lorsque l'Union européenne questionne l'identité partisane: le référendum interne du PS sur le TCE », *Cahiers du Cevipof*, juillet 2005, 74-91.
- EVANS, Geoffrey, « Euroscepticism and conservative electoral support: How an asset became a liability », *British Journal of Political Science*, 28, 1998, 573-590.
- DELLA PORTA, Donatella/ KRIESI, Hanspeter/ RUCHT, Dieter, *Social Movements in a Globalizing World*, Sains Martin's Press, 1999.
- DELLA PORTA, Donatella, « The unions, the movements, Europe and democracy. Some evidence from the first European Social Forum », *Organised Labour – An agent of EU Democracy? Trade unions strategies and the EU integration process*, European Conference, University College of Dublin, 2004.
- GAFFNEY, John, « The French Fifth Republic as an Opportunity Structure: A Neo-institutional and Cultural Approach to the Study of Leadership Politics », *Political Studies*, Vol. 51, 2003, 686-705.
- MOSCHONAS, Gerassimos, *La Social-démocratie de 1945 à nos jours*, Montchrestien, 1994
- GRAHAM, B. D., *Representation and Party Politics. A Comparative perspective*, Blackwell, Oxford, Cambridge, 1993.
- HAEGEL, Florence, « Parties and organizations » in Cole, Alistair/Le Galès, Eric/Levy, Jonah (eds), *Developments in French Politics*, Palgrave, New York, 2005, pp; 18-34.

- HASSENTEUFEL, Patrick, « Partis socialistes et syndicats : l'autonomisation réciproque », in LAZAR, Marc, *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen.*, PUF, Paris, 1996.
- IMIG, Doug/ TARROW, Sidney (dirs.), *Contentious Europeans: Protest and Politics in an Emerging Polity*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2001.
- IVALDI, Gilles, « Beyond France's 2005 Referendum on the European Constitutional Treaty : Second-order Model, Anti-Establishment Attitudes and the End of the Alternative European Utopia », *West European Politics*, Vol. 29, No.1, Janvier 2006, 47-69.
- KOPECKY, Petr/ MUDDE, Cas, « The Two Sides of Euroscepticism. Party Positions on European Integration in East Central Europe », *European Union Politics*, Vol. 3, No3, 2002, 297-326.
- KRIESI, Hanspeter, "The mobilization of the political potentials linked to European integration by national political parties", Conference on "Euroscepticism" at the Pulitzer hotel, Amsterdam, 1. und 2. Juli 2005.
- LACROIX, Justine, « L'Europe *borderline*. Frontières et territoire dans les critiques adressées par la pensée politique française au procès d'intégration européenne », Contribution pour le Congrès de l'Association française de science politique, Toulouse, 5-7 septembre 2007.
- MCADAM, Doug/ TARROW, Sydney/ TILLY, Charles, *Dynamics of contention*, Cambridge University Press, Cambridge, 2001.
- MARKS, Gary/ STEENBERGEN, Marco R. (Ed.), *European Integration and Political Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2004.
- MARKS, Gary/ WILSON, Carole, « The past in the present: a cleavage theory of party response to European Integration », *British Journal of Political Science*, Vol. 30, 2000, 433-459. http://journals.cambridge.org/download.php?file=%2FJPS%2FJPS30_03%2FS000712340000181a.pdf&code=48ab8a7ec79d8c44d69390f92ddf4fcd
- MAIR, Peter, "Political opposition and the European Union", *Government and Opposition*, Vol. 42, No 1, 2007, 1-17.
- PANEBIANCO, Angelo, *Political parties : organization and power*, Cambridge University Press, Cambridge, 1988.
- PERRINEAU, Pascal, « L'enjeu européen, révélateur de la mutation des clivages politiques dans les années 1990 », in ARCY, François d', *De la Ve République à l'Europe : hommage à Jean-Louis Quermonne*, PUF, 1996, 45-59.
- PERRINEAU, Pascal, « Le référendum français du 29 mai 2005. L'irrésistible nationalisation du vote européen », in PERRINEAU, Pascal (dir.), *Le vote européen 2004-2005. De l'élargissement au référendum français*. Presses de Science Po, 2005, Paris, 229-244.
- PERRINEAU, Pascal, "La logique du "non" en France", in MARCET, Joan (ED.), *La Constitution européenne à référendum. Espagne et France 2005*, Institut de Ciències Polítiques i Socials, Barcelona, 2006, 85-102.
- TAGGART Paul, « A touchstone of dissent: Euroscepticism in contemporary Western European party systems » in *European Journal of Political Research*, n°3, 1998, pp. 363-388
- TAGGART, Paul/ SZCERBIAK, Aleks, "Parties, positions and Europe: euroscepticism in the EU candidate states of Central and Eastern Europe", Annual meeting of the Political Studies Association, Manchester, 10. 12. April, 2001.
- PERNOT Jean Marie, *Syndicats : lendemains de crise ?*, Gallimard, Paris, 2005.
- RUCHT, Dieter, "The EU as a Target of Political Mobilisation: Is there a Europeanisation of Conflict?", in BALME, Richard/ CHABANET, Didier/WRIGHT, Vincent (Ed.), *L'action collective en Europe. Collective Action in Europe*, Presses de Sciences Po, Paris, 2002, 163-194.
- SAWICKI, Frédéric, *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Belin, Paris, 1997.
- SCHMIDT, Vivien Ann, *Democracy in Europe: The EU and National Politics*, Oxford University Press, USA, 2006.
- SFERZA, Serenella, « Party Organization and Party Performance : The Case of the French Socialist Party », in GUNTHER, Richard/ MONTERO, José Ramon/ LINZ, Juan J, *Political Parties; Old Concepts and New Challenges*, Oxford University Press, Oxford, New York, 2002, 166-190.
- TOURAINÉ, Alain (dir.), *Le grand refus. Réflexions sur les grèves de 1995*, Fayard, Paris, 1996.

VAN DER EIJK, Cees, FRANKLIN, Mark N., "Potential for contestation on European matters at national elections in Europe", in MARKS, Gary/ STEENBERGEN, Marco R. (Ed.), *European Integration and Political Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2004, 32-50.